

Les parents déclarés responsables et passibles d'une amende de plusieurs piastres ; des prestations correspondant à dix jours de travail imposées aux adultes illettrés, sans compter la privation des droits civiques stipulée par la Constitution : telles étaient les dispositions relatives aux particuliers. Quant aux communes, toute agglomération pouvant fournir cinquante enfants de six à douze ans, avait le droit d'exiger une école primaire. Au gouvernement, tenu de l'établir même si la paroisse n'en faisait pas la demande, la responsabilité de tout retard coupable dans l'accomplissement de ce devoir.

Pour arriver à l'exécution de cette loi, il fallait des maîtres. Le président fit, derechef, appel aux frères des Écoles chrétiennes qui accoururent de France au secours de leurs aînés. De vastes installations leur furent préparées, non seulement dans les cités de premier ordre, mais dans tous les centres populeux comme Latacunga, Guaranda, Ibarra et Loja. Dépenses occasionnées par ces longs voyages, frais d'établissement et d'entretien, rien n'arrêtait le président; et comme malgré tout le nombre des instituteurs congréganistes restait insuffisant, il créa, sous leur direction, une école normale de maîtres laïques profondément chrétiens qui, formés par la méthode des frères, devinrent leurs collaborateurs dans les campagnes.

En peu de temps l'instruction primaire, pour laquelle le président dépensait annuellement plus de cent mille piastres, prospéra d'une manière admirable. Dans l'intervalle d'un congrès à l'autre, plus de cent écoles nouvelles s'élevèrent. On en comptait deux cents en 1869, quatre cents en 1873, et cinq cents au commencement de 1875. La progression du nombre des élèves suivait la même proportion. Les statistiques officielles établissent qu'avant le gouvernement de García Moreno, le chiffre des élèves fréquentant l'école primaire était de huit mille environ. En 1865, après sa première présidence, il s'élevait à treize mille; en 1871, à quinze mille; en 1873, à vingt-deux mille; en 1875, à trente-deux mille.

Toutefois, si l'instruction primaire élève les couches populaires, c'est l'instruction secondaire qui forme les classes dirigeantes, et par là même exerce la plus grande influence sur les destinées d'une nation. Aussi, dès qu'il eut pris les rênes du gouvernement, le président voulut-il réorganiser sur une base solide les quelques mauvais collèges de l'Équateur. Il demanda pour cela le concours des jésuites, ces instituteurs modèles, auxquels il avait rouvert une première fois la porte du pays dix ans auparavant, et que la Révolution, aussi stupide qu'impie, en avait expulsés. Sur sa proposition, le Congrès autorisa la Compagnie de Jésus à fonder des établissements d'instruction dans tout l'Équateur, avec liberté pleine et entière de suivre leurs méthodes traditionnelles, telles que les expose leur *Ratio studiorum*. Plus heureux qu'en France, où ils sont obligés de se conformer aux exigences idiotes du baccalauréat universitaire, les jésuites de l'Équateur donnaient aux études linguistiques, littéraires et scientifiques la part qui leur revient dans la formation de l'intelligence et du cœur. Leurs cours, assimilés à ceux des collèges universitaires, jouissaient des mêmes privilèges comme acheminement aux grades.

Les jésuites ne fondèrent que deux établissements sous la première présidence de García Moreno, l'un à Guayaquil, l'autre à Quito; mais, après la suppression de l'université en 1869, l'enseignement secondaire prit un grand essor, et presque toutes les provinces eurent leurs collèges, outre le séminaire diocésain. Le président bâtit à Quito un magnifique édifice destiné aux jésuites, collège qu'il voulait dédier à saint Joseph, mais que l'archevêque baptisa du nom de saint Gabriel, pour honorer la mémoire de l'illustre fondateur. En tout deux cents professeurs, employés dans les collèges et séminaires, donnaient l'instruction à plus de mille élèves. L'Église et l'État rivalisaient de sacrifices pour le développement et le perfectionnement de cette œuvre. Dans cette voie, le président ne s'arrêtait jamais : « Si les collèges sont bons, disait-il au Congrès de 1871, s'ils offrent toutes les garanties désirables de moralité et de progrès, il ne faut point regarder à la dépense pour les multiplier; s'ils sont mauvais, mieux vaut n'en avoir pas, car la plus terrible

coupable. Je ne puis attenter à mon propre honneur, et c'est ainsi qu'à force d'outrages, ils m'ont mis dans l'impossibilité de refuser une candidature à laquelle j'étais loin d'aspirer.

« Pour conclure, je dois faire connaître à la nation les principes qui dirigeront ma conduite si elle m'appelle à l'honneur de la gouverner. Respect et protection à l'Église catholique; adhésion inébranlable au Saint-Siège; éducation fondée sur la foi et la morale; diffusion de l'enseignement à tous les degrés; achèvement des routes commencées et percement de nouvelles voies, selon les besoins et les ressources du pays; garanties pour les personnes, les propriétés, le commerce, l'agriculture et l'industrie; *liberté pour tous et pour tout, excepté pour le crime et les criminels*; répression juste, prompte et énergique de la démagogie et de l'anarchie; maintien de nos bonnes relations avec tous nos alliés; promotion aux emplois de tous les citoyens honorables, selon leurs mérites et leurs aptitudes: voilà mon programme. Je veux tout ce qui peut contribuer à faire de l'Équateur un pays moral et libre, riche et vraiment civilisé. Tels sont mes principes, telle sera ma règle de conduite, si les suffrages du peuple m'appellent à exercer le pouvoir. »

Voilà, dirons-nous à notre tour, voilà dans toute sa splendeur le programme de la civilisation catholique. Ce fier langage est celui d'un grand chrétien et d'un grand patriote qui ne veut tromper ni les conservateurs ni les révolutionnaires. Les conservateurs doivent savoir que ce catholique tout d'une pièce n'inclinera jamais vers les doctrines libérales, et les révolutionnaires qu'ils ont devant eux l'ange exterminateur. Nous constaterons plus tard que ce n'était pas là une profession de foi banale comme on en placarde tant sur les murs en un jour d'élection, mais bien le plan médité et détaillé du grand édifice que ce politique de génie voulait construire sur les ruines de la Révolution.

À la lecture de ce manifeste, un soupir de soulagement s'échappa de tous les cœurs amis de l'ordre et de la religion. Au contraire, la ligue libéro-radical, démasquée et flétrie, poussa des cris de rage et de fureur, d'autant plus qu'elle espérait le désistement de García Moreno. Pour le dégoûter complètement de la vie publique elle l'avait poursuivi de ses outrages, et voilà que cette fausse tactique ramenait au combat le lion blessé; or le combat c'était la victoire, car aux commentaires enthousiastes du manifeste et aux milliers de signatures qui se lisaient chaque jour au bas des circulaires électorales, on conjecturait à bon droit que le candidat fusionniste n'obtiendrait pas même le tiers des suffrages. Désespérant de vaincre au scrutin, les radicaux résolurent de conquérir le fauteuil présidentiel par une nouvelle conspiration.

Afin de préparer le peuple à un coup de main, les clubs, aidés des feuilles publiques, répandirent le bruit que l'Équateur ne souffrirait pas une seconde fois la domination de García Moreno. Les vrais républicains empêcheraient bien le despote de remettre le pays dans les fers. L'assassin de Maldonado, le bourreau de Jambelí, l'autocrate qui depuis huit ans s'imposait à son pays, devait être écarté par n'importe quel moyen. Montalvo sommait García Moreno de renoncer à sa candidature, sous peine de voir briller bientôt la lame du poignard: « Qu'il sache, s'écriait-il, que nous sommes irrévocablement liés à don Francisco Aguirre: ou le tyran nous écrasera, ou il mourra de nos mains. » Des bruits d'une révolution prochaine circulaient dans la capitale et les provinces. Quant au formaliste Espinosa, il laissait prêcher tranquillement la révolte et l'assassinat, attendu que l'Équateur jouissait de la liberté de la presse et du droit d'association. À Cuenca, les fusionnistes organisèrent une procession grotesque et ridicule en faveur de leur candidat: à travers les rues, un cierge à la main, s'avançaient gravement l'avocat Borrero, ses amis les libéraux, ses alliés les radicaux, puis la populace qui hurlait: « Vive Aguirre! À bas García Moreno!» Du sein de cette cohue émergeait un drapeau sur lequel flamboyait ce mot sacramentel: *Constitution!* À Guayaquil, à Quito, dans tous les centres, se préparait un soulèvement que tout le monde, excepté pourtant les libéraux et le très placide Espinosa, s'attendait à voir éclater sous peu de jours. Ces braves gens ne pouvaient s'imaginer que les

s'éteindra, comme se dissipe avec le temps l'odeur d'un cadavre en putréfaction. Alors on ne verra plus que les grandes œuvres de García Moreno, monuments immortels de son génie et de son patriotisme. »

L'union libéro-radical choisit pour candidat don Francisco Aguirre, de Guayaquil, homme de talent et d'instruction, peu militant jusque-là, mais de couleur significative par sa parenté avec Urbina, dont il se montrait le zélé partisan. Derrière Aguirre on voyait se dresser le spectre du sinistre révolutionnaire. On présenta cette candidature comme l'expression du plus pur libéralisme et la révoltescence de toutes les perfections, tandis que dans leurs feuilles, manifestes, proclamations, les fusionnistes exhibèrent comme repoussoir leur portrait habituel de García Moreno, retouché par leurs meilleurs artistes. C'était le tyran, l'assassin, l'hypocrite, le violeur des lois, le bourreau des honnêtes gens. Les poisons se débitaient au bon peuple avec l'agrément, pour ne pas dire la faveur du gouvernement, si bien qu'il devenait nécessaire d'élever la voix pour confondre les criminels et détromper les victimes. Inquiets du silence de García Moreno, les conservateurs se demandaient si, continuant à décliner toute candidature, il les abandonnerait en un moment aussi critique, lorsqu'il fit paraître le dix-huit décembre un manifeste où les fusionnistes sont traités selon leurs mérites, et où ses actes à lui sont expliqués sans ambages.

« Avant la période électorale, dit-il, le premier, je mis en avant auprès d'un grand nombre de mes amis, la candidature d'un illustre général. Par suite de leurs hésitations et de son refus, je me reculais, bien décidé cette fois à désertier la lutte. Du reste, en différentes circonstances de ma vie publique, j'ai donné la preuve que je n'aspirais pas au mandat présidentiel. Avant comme après 1865, j'ai dit et répété que, vu l'insuffisance de nos lois pour la répression des hommes de désordre, je ne me chargerais plus du pouvoir, à moins que les irréconciliables ennemis de l'Église et de la patrie, les partisans d'Urbina, aujourd'hui déguisés en libéraux, ne tentassent une restauration de son exécration tyrannique.

« Or, ce que personne n'aurait cru possible, voilà que cette hypothèse devient une réalité. La candidature de don Francisco Aguirre, parent, allié et fauteur d'Urbina, candidature appuyée par tous les radicaux, fait pressentir aux moins clairvoyants le retour à bref délai de l'homme néfaste qui ne doit rentrer en Équateur que pour monter à l'échafaud. Les partisans de don Francisco Aguirre me forcent donc d'accepter la candidature que daignent m'offrir les conservateurs. Si je reculai devant l'insuffisance des lois pour châtier ces trafiquants de révolutions, tout homme loyal et sérieux refuserait comme moi la présidence, et l'Équateur serait perdu. Au peuple et à ses représentants d'écarter cet obstacle en donnant au gouvernement la force de répression dont il a besoin pour défendre la société.

« Aux complices d'Urbina, aux traîtres de Cuaspu, de El Quinche, de Machala et de Santa Rosa, aux pirates de Jambelí, s'unissent aujourd'hui des hommes mus par de vils intérêts ou d'ignobles rancunes, des catholiques soi-disant libéraux, ennemis du Concordat et du Syllabus, qui ne rougissent pas de marcher sur les brisées des jansénistes en qualifiant d'*ultramontains* les vrais enfants de l'Église. Cette monstrueuse fusion, loin de m'arrêter, m'offre un second et puissant motif d'acceptation, car il est évident que mon refus mettrait en péril les plus chers intérêts du peuple.

« Enfin, un motif d'honneur vient corroborer ceux que m'inspirent ma foi religieuse et mes convictions politiques. Attaqué journellement avec une implacable obstination, en butte aux injures de toute espèce comme aux calomnies les plus outrageantes, je pardonne volontiers à mes ennemis; cependant, je crois que le jour est arrivé où le peuple, par un verdict solennel, doit prononcer entre moi et mes calomnieux. Oui, le jour de l'élection sera le jour du jugement: entre moi et mes accusateurs, il y a le peuple; et c'est la justice du peuple que j'invoque. Si je me retirais de la lutte, ils ne manqueraient pas de dire que j'élude la sentence parce que je me crois

CHAPITRE XXV

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

La civilisation d'une nation est un progrès quand cette nation se développe sous le triple point de vue intellectuel, moral et matériel. D'après ce principe, nous allons voir que le grand homme d'État de l'Équateur, grâce à ses idées chrétiennes, mérite aussi le nom de grand civilisateur.

L'instruction publique n'existait avant García Moreno qu'à l'état rudimentaire. Sous la couronne espagnole, l'université de Quito avait produit des latinistes, des philosophes, des théologiens, des jurisconsultes, mais peu d'hommes versés dans les études littéraires et scientifiques. Quelques rares collèges, accessibles aux seuls privilégiés de la fortune; pour la masse du peuple des embryons d'écoles primaires, justement méprisés; pour les Indiens, le simple enseignement de la doctrine chrétienne donné chaque dimanche par les pasteurs. La Révolution détruisit même ces pauvres germes: au milieu les conflits, des guerres, des insurrections, on sentait moins le besoin de collèges que de casernes, de professeurs que de capitaines. Durant un quart de siècle, les salles de l'université, les collèges, les séminaires, les couvents se remplirent non d'étudiants mais de soldats. Les murailles noircies de fumée, couvertes d'ignobles dictons ou de dessins obscènes, les œuvres d'art, de peinture ou de sculpture souillées ou mutilées, montrent clairement le niveau de l'instruction à cette époque. Rocafuerte fit un effort vigoureux pour réorganiser l'enseignement, mais Urbina, nous l'avons vu, travailla de toutes ses forces à le ruiner de fond en comble. Le mémoire présenté par García Moreno au Congrès de 1863, expose « le triste et lamentable état de l'instruction publique depuis qu'Urbina avait édicté la *loi des études*, et converti en caserne l'unique collège de la capitale. C'est la décadence complète de l'enseignement scientifique et littéraire. On dirait que les législateurs de 1853 ont eu à cœur de conduire la république dans un abîme de malheurs par le chemin de la barbarie ». Un chrétien de génie et de volonté prononça le *Fiat lux* au milieu de ces ténèbres, et la vérité sous toutes ses faces illumina les esprits. Il faudrait un volume pour raconter les merveilles opérées par García Moreno en quelques années, merveilles d'autant plus admirables qu'il eut à vaincre, pour réussir, de véritables impossibilités matérielles et morales. Comment déterminer à l'étude ces races apathiques par tempérament, qui s'autorisent de leur soleil, de leur climat et de leurs montagnes, pour s'exempter du travail? Comment remonter le torrent des habitudes séculaires, vaincre l'opposition des municipalités routinières et les sophismes des politiques à courte vue? Où trouver, dans ce pays pauvre, de l'argent pour bâtir des écoles et des collèges? Où recruter des professeurs pour enseigner? Cette tâche gigantesque n'effraya point García Moreno.

Préoccupé avant tout de relever le niveau intellectuel du peuple, il travailla d'abord à réformer l'instruction primaire, triste apanage d'un très petit nombre d'enfants, qui végétaient dans des écoles mal organisées et plus mal dirigées. Dès sa première présidence, il posa les bases d'une rénovation complète, en appelant en Équateur différentes congrégations enseignantes, frères des Écoles chrétiennes, sœurs de Charité, dames du Sacré-Cœur, religieuses de la Providence, qu'il installa dans les grandes villes, à Quito, à Cuenca, à Guayaquil, pour y fonder des écoles gratuites et libres. Il détruisit ainsi d'un seul coup le monopole de l'université, rompit avec les vieilles méthodes, et suscita des écoles modèles qui bientôt discréditèrent celles de l'État. Ce n'était là pourtant qu'une pierre d'attente pour le jour où, revêtu d'une autorité suffisante, il pourrait agir en maître.

Pour forcer les communes à bâtir des écoles et les parents à y envoyer leurs enfants, le Congrès de 1871 déclara l'instruction primaire gratuite et obligatoire pour tous, excepté pour les nécessiteux.

quittèrent que pour remplir leurs poches en dévalisant les caisses publiques. «Il nous faut de l'argent, écrivait Torres, et toujours de l'argent; peu importe par quels moyens. Sus aux propriétaires!» Il imposa au gouverneur une amende de mille piastres.

Le lendemain, seize décembre, «pour rétablir l'ordre» comme disait Torres, les insurgés convoquèrent les pères de famille à une réunion publique où l'on devait prononcer la déchéance du gouvernement. Mais déjà les libéraux, provocateurs de cette émeute, se repentaient de leur imprudence. Trop pusillanimes pour arracher le gouverneur aux mains des assassins, ils refusèrent du moins de se faire leurs complices. Torres et les siens, abandonnés de tous, furieux jusqu'à l'exaspération, traînèrent leur prisonnier sur la place, l'attachèrent à un poteau et firent feu sur lui. Frappé de plusieurs balles, il tomba la face contre terre, et allait être infailliblement massacré, quand une centaine d'hommes, armés de fusils, accourus en toute hâte d'un canton voisin, dispersèrent les bandits et se rendirent maîtres du terrain. Ordóñez couvert de blessures, échappa comme par miracle.

Dès la découverte de la conspiration, le président mit en état de siège la province de Quito, mesure qu'il étendit à toute la République, en apprenant les désordres de Cuenca. «Équatoriens, dit-il, une poignée d'hommes perdus creusaient de nouveau sous vos pieds l'abîme des révolutions; mais la Providence divine, l'adhésion du peuple à la Constitution et la fidélité de l'armée, ont rendu impossible l'assassinat du 14 de ce mois, prélude d'une série d'horribles crimes. Les principaux auteurs de cet attentat sont dans les mains de la justice et subiront la rigueur des lois. Quelques traîtres, escomptant l'impunité que devait leur assurer le lâche assassinat de Quito, ont essayé de se révolter à Cuenca; mais l'apparition d'une compagnie de gardes nationaux les a forcés de se rendre ou de rentrer dans l'ombre. Ils recevront le juste châtiment de leurs forfaits. Soyez donc sans crainte, car Dieu vous protège visiblement. Abrisés sous sa sauvegarde, nous répondons de la paix et de la prospérité de notre bien-aimée patrie.»

Les révoltés de Cuenca furent traduits devant un conseil de guerre. On essaya d'intimider les juges en affichant sur les murs des menaces de mort. «Vous allez, disait-on, juger des amis de la liberté, dont le crime est d'avoir voulu délivrer leur patrie et la vôtre des serres sanglantes d'un lâche oppresseur. Gardez-vous de les condamner, car vos têtes répondront de la leur. À défaut d'épée pour combattre au grand jour, le poignard vous frappera dans l'ombre: nous en faisons le serment.» Les terroristes en furent tout effrayés; le conseil de guerre condamna les principaux coupables à la peine de mort, et les autres aux travaux forcés. Certains libéraux s'apitoyèrent alors sur le sort de ces sicaires; pour implorer leur grâce, des dames sensibles envoyèrent au président une lettre pleine de larmes; elles en reçurent cette réponse indignée: «C'est sur le sort du gouverneur que les habitants de Cuenca auraient dû s'apitoyer. Quand on reste sourd aux cris des victimes, on perd le droit d'invoquer la clémence en faveur des assassins.»

Après dix ans de combat, le président restait le maître. Battue trois fois dans ces neuf derniers mois, à Guayaquil, à Quito, à Cuenca, la Révolution comprit enfin que le peuple s'unissait au gouvernement pour donner congé aux anarchistes. Les chefs prirent la route du Pérou ou de la Nouvelle-Grenade, attendant des jours plus favorables aux travaux maçonniques. Le calme le plus complet s'établit dans le pays, ce qui permit à García Moreno de s'adonner tout entier à son œuvre civilisatrice.

Espinosa, devenu le jouet des libéraux, avait les yeux couverts d'un triple bandeau. Ses amis, ses parents, après bien des représentations inutiles, l'avaient abandonné à ses conseillers favoris. Son ministre fidèle, Camilo Ponce, d'un dévouement à toute épreuve, hésita longtemps devant une rupture qui lui brisait le cœur; mais, pour ne point assumer la responsabilité des malheurs qui allaient fondre sur le pays par l'incurie du président, il se vit obligé, lui aussi, de donner sa démission.

La retraite du ministre de l'Intérieur, en faisant passer le gouvernement tout entier aux mains des libéraux, glaça d'effroi les conservateurs. On s'attendait d'un moment à l'autre à voir éclater le mouvement révolutionnaire. García Moreno crut devoir intervenir une dernière fois auprès du président et, comme toujours, sa grande âme et son noble cœur dictèrent ses résolutions. Au-dessus des misérables intérêts de partis ou de personnes, il offrit de renoncer spontanément à sa candidature si le président consentait à prendre dans son conseil Camilo Ponce et José María Guerrero, pour aviser avec eux aux moyens de sauver la république. Espinosa refusa net. Trois médiateurs, qui à différents titres auraient dû exercer quelque influence sur lui, don Carlos Aguirre, son très respectable ami, le R. Père Cruciani, son directeur de conscience, et le délégué apostolique, le supplièrent en vain d'avoir égard aux supplications des conservateurs et d'accepter la proposition de García Moreno: il resta inflexible.

Ainsi abandonnés à eux-mêmes, les conservateurs, García Moreno à leur tête, tinrent un conseil secret pour aviser aux périls de la situation. D'après l'ensemble des faits constatés et les mouvements des clubistes dans la capitale, la révolution ne tarderait pas à éclater. On ne pouvait compter sur le gouvernement pour la comprimer, puisqu'il serait renversé par elle avant de consentir à reconnaître son existence. Fallait-il livrer le pays à Urbina et assister, les bras croisés, à l'asservissement de la patrie, à la ruine de la religion, au triomphe de la franc-maçonnerie, qui bientôt inaugurerait contre les prêtres, les religieux, les évêques, une persécution à la Mosquera? Fallait-il livrer le peuple chrétien aux vengeances d'une poignée d'anarchistes? Tous furent d'avis que, s'il y avait un moyen légitime de sauver le pays, il fallait y recourir sous peine de trahison. Or, dans le cas présent, on ne pouvait écarter les révolutionnaires qu'en substituant une autorité puissante et forte à celle de l'incapable et débile Espinosa: le moyen était-il légitime? À cette seconde question, on répondit que les conservateurs avaient donné le pouvoir au président Espinosa pour empêcher Urbina d'escalader le pouvoir, et non pour lui faire la courte échelle. D'ailleurs, un *pronunciamiento* radical allait renverser Espinosa en lui substituant un homme d'énergie: on ne s'attaquait pas à lui, mais aux anarchistes qui s'apprétaient à le jeter par terre.

La résistance active décidée, García Moreno se chargea d'étudier les voies et moyens, puis de prendre le commandement lorsqu'il s'agirait de l'exécution. Comme il fallait faire vite pour ne pas être devancé par Urbina, son plan fut arrêté dès le lendemain. Il se ménagea des intelligences dans la caserne, puis ordonna à ses amis de province de retourner immédiatement dans les localités qu'ils habitaient, d'informer leurs confidents du mouvement qui se préparait dans la capitale, et de susciter partout des adhésions au *pronunciamiento* conservateur aussitôt qu'une nouvelle favorable leur arriverait de Quito. Il se réservait Guayaquil comme le poste particulièrement difficile et dangereux.

Les deux jours qui suivirent, l'Équateur fut en ébullition. Les radicaux avaient remarqué, non sans inquiétude, la présence simultanée dans la capitale de personnages importants du parti catholique. Craignant une intervention quelconque de García Moreno, ils résolurent d'avancer de quelques jours l'exécution de leur complot et de renverser Espinosa le lundi dix-huit janvier. Le samedi seize au soir, leurs hommes d'action se réunirent dans une maison du quartier San Juan pour concerter les dernières mesures à prendre. García Moreno, qui les faisait surveiller de très près par ses émissaires, pénétra leur secret, convoqua ses amis ce soir-là même et leur fit connaître

révolutionnaires, leurs alliés du moment, n'exaltaient le président et la Constitution que pour abattre l'un et déchirer l'autre.

Pendant ce temps, García Moreno s'occupait tranquillement à Guachalá de ses champs et de ses troupeaux. Il avait accepté la candidature sur les instances de ses amis, mais il leur laissait le soin de la propager et de la défendre. Dans les premiers jours de 1869, en voyant poindre un coup d'État révolutionnaire, certains d'entre eux, sans aucun concert préalable, arrivèrent simultanément à Quito pour s'entretenir avec lui des périls de la situation. Ne l'y trouvant pas, ils s'unirent à d'autres conservateurs de la capitale, parfaitement renseignés sur les agissements des radicaux, et n'hésitèrent pas à entreprendre le voyage de Guachalá. Ils arrivèrent à l'*hacienda* vers onze heures du soir. Déjà García Moreno était retiré dans sa chambre, quand ses serviteurs indiens vinrent lui annoncer que plusieurs cavaliers, demandant à lui parler, se trouvaient à la porte. Son premier mouvement fut de saisir un grand sabre qui pendait près de son lit et le revolver placé sur sa table, car on l'avait prévenu la veille que des assassins de la Nouvelle-Grenade en voulaient à sa vie. Quelle ne fut pas sa surprise de reconnaître ses amis les plus dévoués! Ils lui expliquèrent à l'instant les motifs très pressants de leur visite, l'insurrection radicale sur le point d'éclater, et l'inconcevable inertie du président en face des dangers qui le menaçaient. Lui seul pouvait sauver le pays, s'il en était temps encore; ils accouraient pour le conjurer de reprendre avec eux le chemin de la capitale. Il leur répondit qu'il ne voyait aucun moyen de salut et que, du reste, il était fatigué de lutter pour des hommes aussi stupides que les libéraux, lesquels n'avaient que trop mérité de passer par les verges d'Urbina. — «Sans doute, répliquèrent ses amis, mais vous avez juré de ne pas laisser retomber le peuple aux mains de cet affreux despote.» Quelques heures après, ils l'entraînèrent avec eux vers Quito.

Dans la capitale, il se trouva immédiatement entouré de conservateurs arrivés des provinces, dont les informations lui fournirent des détails très précis sur le plan des conjurés. Urbina venait d'arriver à Tumbes avec ses fidèles généraux Rios et Franco; de la frontière, il correspondait avec ses affidés; la révolution devait sans délai éclater à Guayaquil; après avoir assassiné le général Darquea, les conjurés se proposaient d'ouvrir les prisons et de corrompre les officiers pour s'emparer des casernes; les autorités, averties, se précautionnaient contre une invasion imminente. À Cuenca, les chefs du mouvement avaient reçu le mot d'ordre. Trois urbinistes fameux, Zamorra, Villavicencio et Tarquinio Franco, compromis dans les dernières insurrections, distribuaient les rôles aux conjurés. Un écrit intitulé: *Lunettes pour les myopes*, avait mis au jour tous ces faits, en publiant des lettres émanant des autorités de Guayaquil et relatives au complot. Du reste, à Quito, les sectaires s'armaient déjà de poignards et de revolvers; à Riobamba, à Latacunga, à Cuenca, les urbinistes annonçaient qu'ils triompheraient sur les cadavres de leurs adversaires, et que le quinze janvier serait le commencement d'une ère nouvelle.

Sur ces entrefaites, on apprit de Pasto par des lettres particulières, qu'un certain Victor Proaño, à la solde d'Urbina, s'était rendu peu auparavant dans cette ville pour enrôler des volontaires. Il avait annoncé à ses confidents qu'Urbina allait rencontrer à Tumbes Rios et Franco, ce qui se trouvait vérifié par le fait, et puis s'emparer de Guayaquil pendant qu'on envahirait l'Équateur par le nord, après avoir mis la main sur García Moreno à Guachalá. De plus, le bruit se répandit qu'il existait un pacte secret entre Urbina et Mosquera, pacte révélé par les indiscrétions épistolaires de ce dernier, en vertu duquel l'Équateur devait être divisé. Les provinces du nord, jointes à celle du Cauca, formeraient une nouvelle nationalité.

Ces bruits alarmants couraient les rues, et le gouvernement, qui les connaissait mieux que personne, refusait de prendre aucune mesure d'ordre. Il révoquait les employés soupçonnés d'incliner vers les conservateurs, et maintenait à leur poste, malgré les réclamations indignées des ministres eux-mêmes, des gouverneurs de provinces notoirement favorables aux urbinistes.

audience de García Moreno. Le pauvre condamné voulait, avant de mourir, faire des révélations intéressantes sur la sûreté de l'État; révélations qu'il n'avait pas eu le courage de livrer au conseil de guerre, ce dont il était désolé jusqu'au fond de l'âme. Dalgo eut beau lui faire observer qu'il n'osait, à pareille heure, troubler le repos du président, Cornejo insista, supplia, pleura tant et si bien que le brave soldat, touché de compassion, prit sur lui de réveiller García Moreno pour présenter la requête de son prisonnier. Flairant une ruse, le président refusa d'abord: «Ce jeune homme ne cherche qu'à me tromper par ses mensonges, dit-il: il sera toujours temps de l'entendre demain dans la matinée.» Mais Dalgo fit à son tour tant d'instances en faveur de son protégé que le président finit par céder.

Introduit devant l'homme dont il avait juré la mort et qui maintenant disposait de sa vie, le pauvre Cornejo se jeta par terre avec une sorte de désespoir, se roula aux pieds du président, embrassa ses genoux, poussa des sanglots à fendre l'âme. Suffoqué par les larmes, il n'articulait qu'un mot: «Pardon! pardon!» et menaçait si bien de s'évanouir que García Moreno, appelant au secours, lui fit donner une potion fortifiante. Mais, pour lui rendre la parole, il fallait un tonique plus efficace: son agonie ne prit fin qu'au moment où le président, vaincu par l'émotion, lui fit grâce de la vie. Alors se répandant en effusions de gratitude et de repentir, il fit l'humble confession de ses crimes et y ajouta celle de ses complices. García Moreno renvoya ce pénitent contrit et humilié, sans lui imposer d'autre peine qu'une expiation de huit années.

Le candide Cornejo n'oublia point son bienfaiteur. Arrivé à la frontière, il publia contre García Moreno un abominable pamphlet où il le traite de criminel, de tyran, de parjure, et déclare au nom de la religion et de l'histoire que «l'assassinat d'un tel monstre est tout simplement un acte de légitime défense, un droit sans lequel la liberté dont Dieu a doté l'homme deviendrait une immense duperie». Il est bon de connaître en détail les faits et gestes de ces hypocrites et lâches scélérats pour se convaincre que si García Moreno a commis une faute, c'est le jour où il leur fit grâce.

Pendant qu'on arrêta à Quito les meneurs de la Révolution, leur programme s'exécutait à Cuenca, où de jeunes séditeux faillirent assassiner le gouverneur, don Carlos Ordóñez. On se rappelle avec quel acharnement les libéraux et radicaux de cette ville avaient combattu la candidature de García Moreno. Lorsque celui-ci fut devenu président, ils s'attaquèrent à ses œuvres, même à celles qui les intéressaient tout particulièrement, comme la route carrossable de Cuenca au port de Naranjal. Le gouverneur Ordóñez, tout dévoué au président, ayant réquisitionné pour travailler à cette route un certain nombre d'Indiens attachés aux *haciendas* du voisinage, les propriétaires mécontents ourdirent contre lui de misérables intrigues, et le signalèrent à l'animadversion publique dans l'espoir de lui arracher sa démission ou même de provoquer sa destitution. Mais le gouverneur resta ferme à son poste, soutenu par le président qui n'entendait pas sacrifier ses loyaux serviteurs aux rancunes d'une coterie.

En travaillant à discréditer le représentant du gouvernement, les libéraux, toujours dupes, ne se doutaient pas qu'ils faisaient le jeu de leurs ennemis. Le mercredi, quinze décembre, à la date choisie par Espinel et Cornejo pour révolutionner la capitale, une troupe de jeunes exaltés résolut de tuer Ordóñez et de saccager la ville de Cuenca. Leur chef, Jerónimo Torres, annonçait bien haut que les populations de la côte étaient en pleine insurrection. Percant de sa lance un portrait de García Moreno, il affirma que, ce jour-là même, le président aurait cessé de vivre. Vers deux heures, une centaine de ces forcenés, presque tous débauchés et criblés de dettes, sachant la place dégarnie de troupes, se rassemblèrent devant le palais du gouvernement et désarmèrent la garde. Le gouverneur travaillait avec ses employés, quand Torres, suivi de ses complices, pénétra dans la salle où il se trouvait, le fit prisonnier avec tout son monde, et l'enchaîna comme un criminel. Toute la nuit, ces misérables accablèrent leur victime de vexations et d'outrages. Ils ne le

CHAPITRE XXIV

L'ASSASSIN CORNEJO

1869

La Révolution était battue en fait et en droit; en fait, par l'avènement de García Moreno au pouvoir malgré les efforts désespérés de la secte; en droit, par la nouvelle Constitution qui ruinait tous ses principes. Laissera-t-elle rétablir le règne de Dieu et détrôner Satan, sans recourir au moyen suprême? C'était le cas ou jamais d'assassiner García Moreno, le téméraire assez audacieux pour s'attaquer à la très haute et très puissante majesté devant laquelle tous les souverains s'inclinent.

Depuis leur échec du dix-neuf mars, les révolutionnaires nourrissaient cette idée fixe qu'une insurrection devenait impossible avant la disparition du président. S'il faut en croire un futur assassin, en s'embarquant pour l'Europe à la suite de l'échauffourée de Guayaquil, Ignacio Veintimilla recommanda vivement aux sectaires de se débarrasser du tyran par un coup de poignard. «Donnez, aurait-il dit, cette bonne leçon à tous les despotes de l'Amérique. Brutus tua César en plein sénat, sans autre loi que le devoir de venger la liberté romaine, sans autre formalité que vingt-trois coups d'un poignard bien effilé. Est-ce que la liberté vaut moins à Quito qu'à Rome, ou bien la race des Brutus serait-elle épuisée?»

Au commencement de décembre, plusieurs jeunes gens, à la tête desquels se trouvait un certain Manuel Cornejo, proche parent du révolutionnaire Espinel, tinrent un conciliabule dans la maison de ce dernier, pour concerter le moyen d'assassiner le président et de s'emparer des casernes de Quito pendant que leurs affidés insurgeraient Guayaquil et Cuenca. Il leur parut que, pour ne pas manquer le coup, la manœuvre la plus sûre était d'envelopper le président dans un cercle de meurtriers qui le frapperaient tous à la fois, mais Espinel n'approuva point cette tactique qui, selon lui, exposait les conjurés à se blesser les uns les autres. Mieux valait attaquer de front, en se précipitant sur la victime avec ensemble. Le président abattu, les assassins avaient l'intention de s'élancer immédiatement sur la caserne avec un certain nombre de complices, de massacrer le général Sáenz, qui commandait les troupes, et de proclamer Urbina chef du pays. Toutefois le brave Espinel leur conseilla, s'il se présentait le moindre danger, de remettre à un autre jour l'attaque de la caserne. Il ne fallait pas renouveler l'erreur de Maldonado, qui manqua son coup faute de précautions. Espinel ajouta que si García Moreno ne tombait pas sous leurs coups, il n'avait plus, lui, pauvre vieillard, qu'à quitter sa famille pour errer sans ressources en pays étranger. N'étaient son âge, ses enfants et la crainte qu'on ne l'accusât d'avoir satisfait une vengeance personnelle, il guiderait lui-même les conjurés, le poignard à la main. Quel excellent homme que cet Espinel, et comme ces bandits sont bien venus à hurler contre l'état de siège!

La Providence déjoua encore une fois ces trames infernales. Le quatorze décembre, au moment d'en venir à l'exécution, un des initiés, Sánchez, cédant aux remords qui déchiraient son cœur, découvrit au président son fatal secret et le nom des assassins. Tous furent saisis, excepté le vieux routier d'Espinel qui s'évada au premier cri d'alarme. Cornejo et ses complices, traduits devant le conseil de guerre, s'entendirent condamner à mort; mais l'adolescent Cornejo, on va le voir, avait dans les veines du sang d'Espinel.

Reconduit à la caserne pour y attendre l'heure de l'exécution, Cornejo pleurait à chaudes larmes. Vers une heure du matin, le colonel Dalgo, faisant sa ronde, le vit avec étonnement tomber à ses genoux, puis le supplier par tous les saints du ciel de lui obtenir à l'heure même une

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 156

ses intentions:

«Si vous voulez sauver le pays, dit-il, ce n'est pas demain qu'il faut agir, c'est aujourd'hui, c'est ce soir. Il est dix heures; vers minuit, je me rendrai à la caserne pour gagner l'armée à notre cause. Vous me suivrez, en petits groupes, pour ne pas attirer l'attention. Si je réussis, comme je l'espère, vous entrerez à la caserne, et je vous donnerai à chacun une escouade de soldats pour consigner chez eux le président et ses ministres, et arrêter les radicaux au milieu de leur conciliabule.»

Les rôles distribués à chacun, à l'heure dite, García Moreno s'achemina vers la caserne, suivi de ses amis, échelonnés dans l'ombre. En voyant cet inconnu se diriger vers lui, le soldat de faction fit entendre le traditionnel «qui vive? — García Moreno». En présence du chef qu'il avait appris à respecter, le soldat troublé lui demanda ce qu'il voulait à pareille heure. «Je veux sauver la religion et la patrie. Tu me connais: laisse-moi passer. — *Viva* García Moreno!» répondit le soldat. Arrivé au corps de garde, il rencontra l'officier de service avec les soldats du poste, et leur annonça que l'infâme Urbina ayant entrepris de bouleverser le pays, il venait encore une fois s'appuyer sur l'armée pour défendre la religion et la patrie. «*Viva* García Moreno!» cria tout le poste. Au bruit que faisaient leurs camarades, les soldats réveillés en sursaut, descendirent avec une vive agitation. García Moreno leur parla des dangers que courait le pays, et que tous du reste connaissaient. Son ton énergique, incisif, eut bientôt porté la conviction dans tous les cœurs et arraché de toutes les poitrines le cri d'adhésion: «*Viva* García Moreno!»

Les chefs de l'armée n'avaient pas voulu prendre l'initiative du *pronunciamiento*; mais, en déplorant eux-mêmes la faiblesse impardonnable du président, ils furent très heureux de se rallier au mouvement. De l'agrément de tous, García Moreno prit à l'instant le commandement des troupes, fit consigner Espinosa dans sa maison, et envoya une compagnie s'emparer des clubistes de la rue San Juan. Mais déjà la ville était en émoi; les radicaux, ayant eu vent de ce qui se passait, avaient jugé prudent de s'évader au plus vite; la musique militaire, par ses joyeuses fanfares, annonçait à tous le grand évènement; et les habitants de Quito, transportés de joie, parcouraient les rues en criant de toutes leurs forces «*Viva* García Moreno!»

Les pères de famille et les notables de la cité, réunis au palais du gouvernement, sous la présidence de Raphaël Carvajal, rédigèrent aussitôt l'acte suivant, dont lecture fut donnée au public au milieu de tonnerres d'applaudissements:

«Les soussignés, rassemblés pour aviser aux moyens de sauver la nation de la crise terrible qu'elle traverse en ce moment, considérant:

«Que le président de la République, trahissant la confiance du peuple, a nommé aux charges publiques des ennemis acharnés de l'ordre, lesquels profitent de l'autorité remise en leurs mains pour préparer le retour à l'antique esclavage;

«Que le gouvernement, non content de mettre à la tête des provinces des urbinistes déclarés, contemple avec indifférence les attentats qu'ils commettent pour arriver au triomphe de leur parti, et cela malgré les dénonciations de la presse et malgré des documents d'une évidence accablante;

«Qu'Urbina attend à la frontière l'heure choisie par des traîtres pour lui livrer l'importante place de Guayaquil, sans que le président de la République prenne aucune mesure pour assurer l'ordre et la paix;

«Qu'à Riobamba, Cuenca, et ailleurs, les démagogues conspirent à ciel ouvert, sans que le gouvernement se préoccupe en aucune manière de préserver la patrie d'une révolution sanglante et désastreuse;

«Que le rétablissement de l'humiliant despotisme, dont nous a délivrés la glorieuse révolution du premier mai 1859, a nécessairement pour conséquence la destruction des principes religieux,

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 145

moraux et politiques, sans lesquels il n'y a pour la nation ni stabilité ni progrès;

«Que, sans égard pour la Constitution, laquelle déclare la religion catholique, apostolique et romaine religion de l'État, et oblige les pouvoirs publics à la défendre et à la faire respecter, le président laisse propager d'infâmes pamphlets destinés à miner les fondements du catholicisme;

«Qu'en conséquence de tous ces faits, le ministre de l'Intérieur a donné sa démission, ne voulant pas se faire complice d'une telle politique;

«Arrêtent d'un commun accord que:

«Le gouvernement actuel est privé de toute autorité. Don Gabriel García Moreno exercera le pouvoir en qualité de président intérimaire avec toutes les facultés nécessaires pour réorganiser la République, conserver l'ordre à l'intérieur et la paix à l'extérieur;

«La Constitution et les lois de l'État restent en vigueur, tant que le permettront les circonstances dans lesquelles se trouve la nation. Une convention nationale sera convoquée à l'effet de réformer la Constitution et la législation. Le projet de constitution adopté par la Convention, sera soumis à la ratification du peuple.»

Des vivats cent fois répétés accueillirent ces déclarations, et surtout la nomination de García Moreno comme chef du gouvernement. Séance tenante, le nouveau président rédigea cette proclamation à la nation, où l'on sent vibrer à chaque ligne son âme de patriote:

«Mes chers concitoyens, après avoir fait tous les efforts imaginables auprès du président Espinosa pour sauver la République, menacée de redevenir au premier jour la proie de ses plus irréconciliables ennemis, j'ai dû me mettre à la tête de l'armée pour empêcher une nouvelle effusion de sang et le retour aux horreurs de la guerre civile.

«À Guayaquil, des agents d'Urbina négociaient avec des traîtres la reddition de la place; dans les autres villes on applaudissait, en présence des autorités, au retour de l'infâme despote. Aveuglé par de perfides suggestions, le président autorisait par sa tolérance cette odieuse conspiration. Patienter plus longtemps, c'eût été se rendre responsable des maux qui allaient fondre sur nous et commettre un crime de trahison.

«J'ai accepté la charge périlleuse de sauver le pays de cette nouvelle conjuration de Catilina, sans autre mobile, je puis le dire, que mon dévouement à la patrie. En preuve de ma sincérité, je promets devant Dieu et devant le peuple, sur ma parole d'honneur toujours inviolée, qu'une fois l'ordre assuré, les institutions réformées, je quitterai le pouvoir pour le remettre aux mains du citoyen que la libre volonté du peuple désignera. Même si j'étais élu, je refuserais la présidence.»

On le voit, García Moreno revenait à sa première idée: saisir l'autorité pour barrer le chemin à Urbina, puis se retirer. Est-ce donc un ambitieux vulgaire, cet homme qui renonce volontairement à gouverner son pays au moment où tout le peuple l'acclame comme un libérateur? Et pourtant, à entendre la bande franc-maçonne, García Moreno n'a déposé le président Espinosa que pour prendre sa place!

Il fallait maintenant obtenir l'adhésion des provinces au *pronunciamiento* de la capitale. Après avoir expédié des courriers dans toutes les directions pour donner le mot d'ordre à ses amis, García Moreno partit à marches forcées pour Guayaquil, où déjà il avait dépêché don Felipe Sarrade pour faire part au gouverneur Darquea des événements survenus et le décider à employer toute son influence en faveur du *pronunciamiento*. En passant, et pour ainsi dire au vol, le nouveau chef établit son autorité à Latacunga, à Ambato, à Guaranda, à Babahoyo. Arrivé à Guayaquil, le vingt janvier vers neuf heures du soir, sans prendre un instant de repos, il se rendit à la caserne d'artillerie, la plus menacée d'un assaut urbiniste. À peine eut-il expliqué aux chefs et aux soldats

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 146

Devant un ordre formel, García Moreno n'avait plus qu'à se soumettre, non pas qu'il reconnût la souveraineté absolue de la nation sur l'individu, mais parce que, dans cette circonstance, la voix du peuple lui parut la voix de Dieu. Le lendemain, trente juillet, entouré des autorités civiles et militaires, il se rendit à la cathédrale pour la solennelle cérémonie du serment. Là, en face du clergé, de l'assemblée et du peuple, il s'écria d'une voix ferme:

«Je jure par Dieu Notre-Seigneur et par ces saints Évangiles, de remplir fidèlement ma charge de président de la République; de professer et protéger la religion catholique, apostolique et romaine; de conserver l'intégrité et l'indépendance de l'État; d'observer et de faire observer la Constitution et les lois. Si je tiens parole, que Dieu soit mon aide et ma défense; sinon, que Dieu et la patrie soient mes juges!»

Carvajal se fit l'interprète de la nation tout entière en félicitant le nouveau président. «Religion et patrie! dit-il, vous avez uni ces deux noms dans votre serment, parce que de leur union dépend la félicité sociale. Hors de là, le pouvoir n'est qu'un instrument de domination. En entendant ces paroles, le peuple a droit d'attendre beaucoup de vous, car, au nom du Dieu de justice, vous venez de promettre dévouement à la patrie, fidélité aux lois, protection à la religion catholique. Mais s'il attend beaucoup, il a la certitude que sa confiance ne sera pas trompée. Elle repose sur votre patriotisme bien connu, et sur les moyens nouveaux que le peuple dépose en vos mains pour réaliser ses espérances.

«Il y a huit ans, dans les mêmes circonstances et dans ce même temple, vous prêteriez le même serment. Vous avez loyalement tenu parole: sous votre gouvernement, la patrie a changé de face, la religion est devenue chez nous un élément de vie et de progrès. Mais pour arriver à ce résultat, que d'obstacles quasi insurmontables vous avez dû vaincre, obstacles nés d'institutions absurdes, produits hybrides de théories plus absurdes encore. Aujourd'hui ces obstacles ont disparu. Vous avez en mains un pouvoir fortifié par des institutions que la situation réclame. Vous êtes à la tête d'une armée fidèle, qui sera toujours le ferme soutien de l'ordre public et de l'indépendance nationale. Vous pouvez compter sur le patriotisme et sur la moralité d'un peuple qui, en vous confiant ses destinées pour la seconde fois, montre éloquemment qu'il sait discerner l'homme de bien et lui témoigner sa gratitude. Enfin vous pouvez surtout compter sur le Dieu tout-puissant, toujours prêt à nous exaucer quand nos lèvres murmurent les noms sacrés de religion et de patrie!»

García Moreno fit à ce discours une réponse sublime: «Soumis à la volonté du peuple représenté par l'assemblée nationale qui, sans tenir compte de mes refus réitérés, m'a forcé de prendre en main le pouvoir en vue d'éventualités toujours menaçantes, j'ai prêté devant les saints autels le serment exigé par la Constitution. Ce serment m'oblige à me sacrifier pour la religion et la patrie, sans craindre la mort. Heureux si pour ces deux grandes causes j'avais à le sceller de mon sang! Je compte sur le peuple, je compte sur l'armée, mais surtout sur Dieu qui ne nous abandonnera pas au jour du danger.»

Ainsi se termina cette mémorable discussion entre les représentants de l'Équateur et l'homme qu'ils avaient choisi pour le gouverner. Dans ce temps où tous les moyens sont bons pour arriver au pouvoir, même l'escalade et l'effraction, l'histoire n'a rien de plus beau que ce débat héroïque entre un peuple qui réclame son chef, et ce chef qui, se dérochant obstinément aux volontés du peuple pour ne point violer la parole donnée, ne cède enfin qu'à l'impérieux devoir de défendre la religion et la patrie!

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 155

perpétuel, le rêve des brouillons et des émeutiers; aux révolutions sans fin, à la décrépitude progressive, comme l'avait fait remarquer García Moreno au Congrès de 1865. Il ne craignit donc pas de rompre avec le système américain: «Le président, dit la nouvelle Constitution, élu pour six ans, rééligible pour une seconde période, ne pourra être investi d'un troisième mandat qu'après un intervalle de six autres années. Les députés seront également élus pour six ans et les sénateurs pour neuf, les uns et les autres renouvelables par tiers tous les deux (ou trois) ans.» Ainsi délivré du fléau des élections continuelles, le pays put utiliser le génie d'un homme d'État, sans craindre néanmoins de le voir s'éterniser au pouvoir.

Telle nous apparaît, dans ses grandes lignes, la Constitution de García Moreno, constitution catholique où l'autorité divine et humaine se donnent la main pour travailler de concert au bonheur éternel et temporel du peuple, le plus magnifique effort qu'on ait fait depuis cent ans, et même depuis la réforme protestante, pour réagir contre le paganisme révolutionnaire. Quel État aujourd'hui reconnaît officiellement l'Église du Christ avec ses droits et prérogatives, et se soumet à la loi de Jésus-Christ, promulguée, expliquée et appliquée souverainement par le Pape? Cette charte nouvelle, son œuvre et celle des députés, García Moreno en fit l'œuvre et la gloire du peuple entier par la ratification qu'il sollicita des collèges électoraux. Ce plébiscite dépassa son attente. Le onze juillet, treize mille six cent quarante électeurs, contre cinq cent quatorze, acclamèrent la Constitution catholique et montrèrent qu'au milieu de l'apostasie générale des nations il se trouve encore sur la terre un peuple chrétien.

Ce peuple attendait avec impatience le vote de la Constitution pour arriver à la question brûlante de la présidence définitive. Les députés, plus que jamais décidés à ne tenir aucun compte des scrupules de García Moreno, ne s'en cachaient pas dans leurs conférences avec lui. Un serment, lui disaient-ils, qui contriste tous les bons citoyens et comble les vœux des révolutionnaires, un serment qu'on ne peut tenir sans nuire gravement au bien public, ne saurait être obligatoire. Dans de pareilles conjonctures, refuser de se rendre à l'appel de la nation ne serait plus un acte de vertu, mais une faute. García Moreno n'ignorait point ces principes de saine théologie, mais il en contestait l'application. Il entendait déjà la cohue révolutionnaire l'appeler traître et parjure, et lui reprocher devant le peuple son manque de parole. Le peuple, très peu théologien, se laisserait prendre au fait matériel; et quelle influence aurait-il sur le pays, s'il perdait son prestige d'honnête homme et de chrétien? Les députés répondirent à cette objection qu'il devait être habitué depuis longtemps aux outrages des révolutionnaires; quant au peuple, au vrai peuple, parfaitement au courant d'une question débattue depuis cinq mois, il ne lui pardonnerait jamais de l'avoir livré, par un faux sentiment d'honneur, aux ennemis de la religion et de la patrie.

Le vingt-neuf juillet, la convention se réunit dans l'église de la Compagnie de Jésus, où, après une messe solennelle, elle procéda à l'élection du président de la République. García Moreno fut élu à l'unanimité moins une voix. Le président Carvajal lui transmit la décision de l'assemblée, «espérant de son patriotisme, disait-il, qu'il s'inclinerait devant cette nouvelle manifestation de la confiance nationale». Mais Carvajal se trompait: cette volonté de fer ne savait pas plier, ni cette conscience délicate se rassurer. Il supplia la convention de prendre en considération les motifs tant de fois allégués, et d'accepter sa renonciation. Il ne restait pour vaincre son obstination qu'à commander en vertu de son pouvoir suprême: la convention ne recula pas devant ce devoir. À l'unanimité, les députés refusèrent d'agréer les excuses du président nommé, «attendu que ses services paraissaient indispensables pour consolider l'ordre et la paix, et lancer la République dans la voie du véritable progrès». Carvajal l'informa de cette résolution définitive de l'assemblée, «persuadé, disait-il, que cédant enfin à la volonté nationale représentée par la convention, il se présenterait le lendemain à l'église métropolitaine pour prêter le serment constitutionnel».

VIE DE GARCIA MORENO, PAGE 154

la transformation survenue dans la capitale que tous s'écrièrent: «*Viva* García Moreno!» Pendant ce temps, le docteur Sarrade parlementait avec Darquea, qui ne se laissait pas vaincre sans résistance. Tous deux ignoraient la présence de García Moreno, quand un agent vint subitement interrompre leur conférence: «*El señor* García Moreno est à la caserne d'artillerie, dit-il à Darquea, et il vous demande.» — «García Moreno! fit le gouverneur stupéfait, Docteur, allons le trouver.» À la caserne, ils furent bien surpris de le voir assis tranquillement à une table, écrivant et dictant des ordres. La besogne était finie: Darquea se mit à la disposition du nouveau chef avec ses troupes, de sorte que ce dernier put adresser ce discours à ses compatriotes:

«Citoyens de Guayaquil, une révolution inique, tramée de la manière la plus insolente par les agents du lâche Urbina et favorisée par la connivence du gouvernement, allait rejeter notre patrie entre les mains de la tyrannie. Déjà les révolutionnaires avaient reçu du Pérou les armes destinées à nous assaillir; déjà les poignards brillaient aux mains des bandits payés pour nous assassiner.

«Mes chers concitoyens, celui qui ne vous a point abandonnés en 1860, alors que la République était agonisante, ne pouvait point, sans commettre le crime de lèse-patrie, vous délaisser dans la crise actuelle. Pour vous défendre contre vos implacables ennemis et rendre au pays l'ordre et la paix, j'ai quitté ma retraite et me suis rendu dans la capitale, où le peuple et l'armée m'ont confié la grande tâche de sauver le pays.

«Je veux remplir cette difficile mission, mais je compte sur la valeur et la loyauté des généraux, chefs, officiers et soldats de l'armée, sur la coopération de tous les gens de bien, sur le dévouement du peuple, et par-dessus tout sur la divine Providence dont j'implore le secours avec une inaltérable confiance.

«Équatoriens, le dix-sept, en quittant la capitale, j'ai fait le serment solennel et public de déposer le pouvoir aussitôt après avoir organisé le gouvernement et réformé la législation de concert avec une convention nationale: je tiendrai parole. Le jour où, nos ennemis réduits à l'impuissance, je remettrai le pouvoir à l'élu du peuple sera le plus heureux de ma vie.»

La foule applaudit par des vivats sans fin. Comme au retour de Jambeli, les urbanistes criaient plus haut que les autres; pour refroidir un enthousiasme dont on pouvait à bon droit suspecter la sincérité, García Moreno mit la province en état de siège. Les agents d'Urbina avaient fait de Guayaquil leur arsenal: tous les détenteurs d'armes, fusils, poignards et autres engins de révolution, furent sommés de les porter dans les vingt-quatre heures au bureau de police, sous peine d'être traités en ennemis publics. Un décret condamna les perturbateurs de profession à quitter le pays, et stipula que tout individu convaincu d'avoir favorisé les traîtres serait jugé militairement. L'insurrection était étouffée dans son germe.

Quelques jours après, de retour à Quito, García Moreno recevait les adhésions chaleureuses de Riobamba, de Cuenca, de Loja, et de toutes les provinces. Les colonnes du journal officiel ne suffisaient pas à les enregistrer. On se félicitait, d'un bout de l'Équateur à l'autre, d'avoir pu opérer cette contre-révolution sans verser une goutte de sang, sans brûler une seule cartouche, et cela grâce à l'énergie de l'homme incomparable qui, depuis dix ans, apparaissait dans toutes les crises comme l'invincible défenseur de la religion et de la société. Aussi, à part les sectaires qui le glorifiaient du reste par leurs outrages, n'y eut-il qu'un cœur et qu'une âme pour entonner l'hymne de louange et de gratitude en l'honneur de García Moreno. Le conseil municipal de Quito décréta que le buste du libérateur serait placé dans la salle de ses séances, «en reconnaissance du magnanime courage et du grand esprit politique dont il avait fait preuve dans la transformation qui venait de s'opérer. Après tant d'années consacrées à la régénération de l'Équateur, disait le décret, García Moreno le voyait sombrer de nouveau dans l'immoralité et l'anarchie: son bras vigoureux a conjuré la tempête et ouvert à tous, aux commerçants, aux laborieux, une nouvelle

VIE DE GARCIA MORENO, PAGE 147

ère de prospérité.» La *Société patriotique* lui offrit ses congratulations pour avoir, «avec une rapidité qui tient du prodige, préservé la nation d'une guerre civile». La *Société conservatrice* fit célébrer une messe solennelle d'action de grâces pour remercier Dieu «du splendide triomphe des principes conservateurs, et célébrer la rentrée au pouvoir du noble chef dont le cœur n'a jamais battu que pour le bien de la patrie».

À toutes ces adresses et autres semblables, García Moreno répondit qu'en se dévouant au salut du pays, il n'avait fait que son devoir, ce qui ne lui conférait aucun titre aux remerciements de ses concitoyens. «Notre gratitude, ajouta-t-il, doit s'élever jusqu'au ciel. C'est Dieu qui nous a sauvés, avec une promptitude inouïe, des calamités dont nous étions menacés: donc, à Dieu seul, amour, louange et gloire!»

À ce grand chrétien et à ce grand homme d'État vainqueur de la Révolution, incombe maintenant la tâche non moins difficile et non moins glorieuse de faire passer la contre-révolution dans les lois et dans les mœurs, c'est-à-dire de fonder la République chrétienne. Cette œuvre de vraie civilisation, déclarée impossible au XIX^e siècle, il nous reste à montrer comment García Moreno l'a réalisée.

aucun de ces dégradés n'est aussi nuisible à la société que le sectaire occupé du matin au soir à en saper les fondements. Toutefois, il fallait de l'audace à García Moreno pour barrer le chemin aux chevaliers de l'équerre et du triangle, et pour les déclarer indignes du plus petit emploi sur ces pauvres montagnes, alors qu'ils trônent dans tous les ministères, à Paris, à Londres, à Bruxelles, à Berlin! Dès ce jour, au sein de leurs conciliabules, le nom de García Moreno ne sera plus prononcé qu'au milieu des revolvers et des poignards.

L'État catholique constitué, il s'agissait de restaurer le pouvoir civil, amoindri ou annulé par les théoriciens du libéralisme. García Moreno n'admettait pas qu'un chef d'État fût un soliveau, installé sur un fauteuil ou sur un trône pour contresigner sans mot dire les décrets souvent stupides et quelquefois criminels d'une cohue d'idéologues qu'on appelle le Parlement souverain. La Constitution nouvelle opposa une digue au pouvoir des Chambres. En accordant à l'Église la jouissance de ses droits et privilèges canoniques, il enlevait aux parlementaires le thème ordinaire de leurs abus de pouvoir. Si, dans tous les pays, les législateurs s'obligeaient à respecter les lois de Dieu et de son Église, la tribune serait souvent muette. De fait, les Congrès de l'Équateur n'avaient à délibérer que sur des questions d'ordre temporel. Ne traitant plus comme les nôtres *de omni re scibili*, quelques mois leur suffisaient tous les deux ans pour régler les affaires courantes. Même dans les questions purement civiles, la nouvelle Constitution refréna l'omnipotence du Congrès en attribuant au gouvernement un droit de *veto*, qui renvoyait la loi au futur Congrès. Après deux ans, les circonstances étaient changées, les passions calmées, les esprits plus éclairés, et l'on s'étonnait souvent du dissentiment qui avait existé.

Restait à se tenir en garde contre les anarchistes de profession et contre les entrepreneurs de *pronunciamientos*. Certaines dispositions ajoutées au code pénal leur donnèrent à réfléchir. On a vu comment les tentatives de rébellion restaient impunies ou par la trahison des juges ou par l'insuffisance des lois. La Constitution édicta des peines sévères contre les simples tentatives de rébellion ou de sédition non suivies d'effet pour un motif indépendant de la volonté de leurs auteurs.

Ces peines épouvantèrent d'autant plus les révolutionnaires, que, pour leur ôter tout espoir de s'y soustraire, un article conféra au gouvernement le droit, en cas d'insurrection, de mettre le pays en état de siège, avec faculté pendant ce temps «d'ordonner des visites domiciliaires, d'appréhender les personnes suspectes et de les transporter à l'étranger, de s'emparer des armes et munitions, de prohiber les publications ou de fermer les cercles qui lui paraîtraient dangereux pour l'ordre public, d'augmenter la force armée et de mettre la garde nationale sur pied, d'imposer aux fauteurs de désordre des contributions de guerre, et de faire juger militairement les auteurs, complices ou simples auxiliaires dans l'acte d'invasion ou de sédition». Aux libéraux qui trouvaient ces mesures trop énergiques, García Moreno fit observer que «les pouvoirs extraordinaires conférés par l'état de siège sont consignés dans toutes les constitutions sérieuses; or, si partout le gouvernement doit être armé contre les séditeurs, à plus forte raison dans les Républiques hispano-américaines où la rébellion contre l'autorité, passée à l'état chronique, devient pour certains spéculateurs le gagne-pain ordinaire. Il faut armer le gouvernement pour défendre les honnêtes gens. Ce serait un crime de lier les mains au pouvoir, par respect pour des voleurs et des assassins de profession».

Les pouvoirs du président déterminés, on s'occupa de remédier à l'instabilité du gouvernement, ce vice caractéristique du régime républicain. En Équateur, le président siégeait quatre ans, selon la loi sacro-sainte des États-Unis, que les États du Pacifique vénèrent comme un fétiche. Son mandat expiré, le président ne pouvait briguer la réélection, quels que fussent ses services ou ses mérites. Les députés et les sénateurs naissaient et mouraient tous les deux ans, c'est-à-dire à chaque législature. On arrivait ainsi au mouvement perpétuel, si cher aux ambitieux; au vote

VIE DE GARCIA MORENO, PAGE 148

VIE DE GARCIA MORENO, PAGE 153

apostolique et romaine, religion de l'État à l'exclusion de toute autre, et la maintient en possession inaliénable des droits et prérogatives dont la loi de Dieu et les prescriptions canoniques l'ont investie, avec obligation pour les pouvoirs publics de la protéger et de la faire respecter». C'est la reconnaissance solennelle et effective de la royauté de Jésus-Christ et de son Église. Je dis *effective*, car depuis quarante ans, les entrepreneurs de constitution dans l'Amérique du Sud avaient tous déclaré le catholicisme religion de l'État, mais pour l'enchaîner plus facilement à l'État, en la dépouillant de tous ses droits et privilèges. La Constitution équatorienne, en stipulant que l'Église jouirait de tous les droits et prérogatives que lui assurent la loi de Dieu et les prescriptions canoniques, authentiquait officiellement le Concordat libérateur, et l'abolition de toutes les entraves au moyen desquelles le pouvoir civil restreignait ou annulait l'action enseignante et sanctifiante du clergé. L'Église reprend son rang de reine, possède et administre ses biens, surveille l'enseignement, organise ses tribunaux, convoque des synodes et des conciles, choisit ses pasteurs; en un mot, elle remplit sa mission divine sans avoir à craindre les appels comme d'abus et les refus d'*exequatur*. C'est l'union intime de l'Église et de l'État telle que la formule le *Syllabus* par la condamnation formelle des propositions contraires (propositions 30 à 50).

Mais cette union vitale, il fallait en assurer la pérennité, et pour cela écarter du pouvoir les hommes de discorde. À cet effet, dans l'article de la Constitution relatif aux droits des citoyens, García Moreno introduisit cette clause «qu'on ne peut être électeur ou éligible ou fonctionnaire à un degré quelconque sans professer la religion catholique»; comme cette exigence paraissait exorbitante à certains députés libéraux, on répondit «qu'il ne faut pas se contenter de déclarations platoniques, mais tirer hardiment la conséquence des principes posés. Si l'on peut exercer les droits de citoyen sans être catholique, il s'ensuivra qu'un juif, un protestant, un renégat, pourra devenir magistrat, professeur, ministre ou même président de la République; et, sans que ni la loi ni le peuple puissent s'y opposer, il pourra infiltrer au cœur de la société des principes immoraux et impies qui bientôt la conduiraient à sa ruine. Ainsi Rocafuerte avait-il profité de son passage au pouvoir pour introduire en Équateur des instituteurs protestants et favoriser la propagande biblique. L'unité religieuse est l'honneur et le bonheur du peuple équatorien; il ne faut point permettre aux impies de semer la zizanie au sein de ce peuple. Comment les nations catholiques laisseraient-elles entamer chez elles l'unité de foi, alors que les souverains de Londres et de Saint-Pétersbourg font l'impossible pour unifier sous le rapport religieux leurs sujets de Pologne et d'Irlande?» Les opposants s'emportèrent jusqu'à pronostiquer des réactions et des vengeances, en cas de nouvelles révolutions politiques. «Quand l'autorité ecclésiastique jouit d'un pouvoir excessif, s'écria un orateur, comme autrefois dans certains pays d'Europe, il suffit d'un moine pour propager la réforme dans ce pays.» García Moreno bondit sur son banc en entendant cette menace et ce sophisme historique. «Il faut élever, répondit-il, un mur de séparation entre les adorateurs du vrai Dieu et ceux de Satan. La crainte de la persécution en cas d'invasion radicale est une crainte vile et ignominieuse. Jamais pareille crainte ne nous empêchera d'affirmer la vérité catholique dans toute son intégrité. Quant à la réforme protestante, elle n'a point eu pour cause l'excessive autorité de l'Église, mais les passions d'un moine orgueilleux et de princes débauchés. En proclamant le libre examen, Luther n'a point déclamé contre des excès d'autorité, mais contre l'autorité elle-même.»

Cet article fondamental fut voté à l'unanimité, moins deux voix. Le mur de séparation dont avait parlé García Moreno atteignit toute sa hauteur par l'adoption d'une autre clause déclarant «suspendu de ses droits de citoyen tout individu appartenant à une société prohibée par l'Église». Rien de plus logique: si l'on écarte des urnes et des emplois le simple rationaliste qui n'adhère point à l'Église, à plus forte raison le franc-maçon qui jure de la détruire! La Constitution enlève les droits de citoyen à l'ivrogne, au vagabond, à l'interdit, au banqueroutier, au repris de justice:

Les conjurés se dirigèrent alors vers la caserne d'infanterie en criant: «Vive Urbina! Vive Carbo! Vive Veintimilla!» Mais déjà, grâce à l'énergie de quelques chefs intrépides, la résistance était organisée. On se battit dans les rues durant plusieurs heures. Les révolutionnaires, acculés à leur caserne, se défendaient comme des désespérés, quand tout à coup le général Darquea, confiné dans sa prison, s'apercevant à l'émotion de ses soldats, devenus ses geôliers, qu'ils remplissaient leur rôle à contrecœur, leur montre qu'on les a indignement trompés, les décide à lui prêter main-forte, et se met avec eux en état de défense. Pendant qu'il observe l'ennemi, un de ses soldats décharge son arme par une fenêtre et frappe au front Veintimilla, qui tombe raide mort. Profitant de la confusion et de la panique des insurgés, Darquea s'élance de la prison, se remet à la tête des troupes fidèles et achève la déroute des révolutionnaires. Les chefs s'enfuirent lâchement, laissant derrière eux cent cinquante morts ou blessés.

García Moreno apprit la révolte en même temps que la victoire. Il félicita le peuple et l'armée de ce que «la trahison qui couvait depuis un an dans le but de livrer la République au lâche Urbina aboutissait enfin au tombeau de l'ignominie». La déportation de plusieurs chefs insurgés et l'état de siège étendu à toutes les provinces ôtèrent aux perturbateurs la tentation de continuer un métier devenu dangereux.

L'insurrection du dix-neuf mars donna un corps aux préoccupations qui agitaient beaucoup d'esprits. On disait que García Moreno étant le seul homme capable de maintenir la paix en Équateur, il fallait obtenir de lui qu'il revint sur son serment et déjà l'on signalait des pétitions en ce sens, quand parut au journal officiel la note suivante: «Le président de la République apprend avec non moins de surprise que d'indignation l'extrême liberté que se donnent certaines personnes de recoler des signatures à l'effet de l'obliger moralement à enfreindre un serment solennel. Rien au monde ne le déterminera à se déshonorer par la violation de sa parole. Il engage donc ces zélés à s'abstenir de démarches inutiles, il use même de son droit pour le leur commander. On doit tout sacrifier à la patrie, excepté la foi, la conscience et l'honneur.» On cessa de pétitionner, mais on n'en persista pas moins dans la volonté d'avoir pour chef García Moreno.

Le seize mai, à l'ouverture des séances de la convention, il se présenta devant les députés, presque tous ses amis dévoués, pour leur expliquer son projet de constitution. Le projet contenait, leur disait-il, les réformes impérieusement exigées pour réaliser l'ordre et le progrès, c'est-à-dire la vraie félicité de la nation. Il avait eu dans ce travail deux objets en vue: le premier, harmoniser les constitutions politiques avec la foi catholique; le second, investir l'autorité d'une force suffisante pour résister aux assauts de l'anarchie. Il ajouta ces nobles paroles que nos hommes d'État feraient bien de méditer: «La civilisation, fruit du catholicisme, dégénère à mesure qu'elle s'éloigne des principes catholiques: de là, la débilité progressive des caractères, maladie endémique de notre siècle. Heureusement, nous avons reconnu jusqu'ici dans nos institutions l'unité de la foi, le seul lien qui nous reste dans ce pays divisé par des intérêts de partis, de races, de provinces; mais cette reconnaissance purement nominale laisse la porte ouverte à toutes les attaques contre l'Église. Entre le peuple prosterné au pied des autels du vrai Dieu et les ennemis de notre sainte religion, il faut élever un mur de défense, et c'est là ce que je me suis proposé comme réforme essentielle dans ce projet de constitution. Quant aux attributions du pouvoir exécutif, la raison et l'expérience ont démontré qu'un pouvoir faible est insuffisant, dans nos pays agités, pour défendre l'ordre public contre les entrepreneurs de révolutions. Du reste, comme mon serment du dix-sept janvier m'interdit d'accepter le pouvoir, on ne m'accusera pas d'égoïsme ou de visées ambitieuses, si je vous demande de fortifier une autorité dont l'exercice ne peut m'être dévolu.»

Il termina son message par une déclaration plus formelle encore, relativement à la future présidence: «Je me suis efforcé durant ces quatre mois de répondre à la confiance du peuple; il me reste maintenant, en rentrant dans la vie privée, à vous demander pardon des erreurs dans

En reprenant les rênes du gouvernement, García Moreno était bien décidé à réaliser l'œuvre de civilisation catholique dont il n'avait pu que poser les bases durant sa première présidence. À la différence des révolutionnaires qui, comme Satan dans l'Éden, se glissent dans l'État pour soutirer au peuple tous ses biens, sa religion, sa morale et sa bourse, l'homme de la contre-révolution n'arrivait au pouvoir qu'afin de rétablir le royaume de Dieu et sa justice. Ayant renoncé d'avance au mandat présidentiel, sa seule ambition comme chef intérimaire était d'engager l'avenir en donnant au pays une constitution vraiment catholique.

Or, cette constitution, il ne pouvait l'asseoir sur une base solide sans opérer des destructions, c'est-à-dire sans saper les institutions anarchiques créées par la Révolution. Le douze février, à peine rentré dans la capitale, il supprima d'un trait de plume l'université de Quito, dont il avait pu apprécier de longue date les doctrines libérales. Disciple, il y avait puisé les erreurs les plus pernicieuses sur le droit absolu de l'État; recteur, il avait en vain lutté contre des vices incurables; chef de l'État, ses bonnes intentions avaient été constamment paralysées par le conseil de l'instruction publique, ce quatrième pouvoir, comme il l'appelait dans ses messages. Actuellement, l'Université, triste école de sophistes, ne cessait de déclamer contre l'autorité de l'Église et les principes régulateurs de l'ordre social. Il mit résolument la cognée à cette racine de l'arbre révolutionnaire. «Considérant, dit le décret, que l'organisation et la direction de l'instruction publique sont absurdes; que l'Université de la capitale, outre les funestes effets produits par l'insuffisance de son enseignement, n'a été par ses détestables doctrines qu'un foyer de perversion pour la jeunesse, nous déclarons l'Université dissoute et le conseil de l'instruction publique supprimé. Un autre décret fermait le collège national de Cuenca, «autre foyer d'immoralité fondé à grands frais deux ans auparavant, sans autre raison que de nuire à un établissement catholique très prospère». La franc-maçonnerie, si empressée à détruire l'enseignement catholique partout où elle règne, ne trouvera pas mauvais qu'un chef d'État chrétien proscrive ses écoles diaboliques. C'est une simple question de logique. Les partisans de la conciliation entre Dieu et le diable pourront seuls blâmer García Moreno.

Après ces premiers travaux de déblaiement, il publia le décret convoquant les électeurs. La convention devait se composer de trente députés, trois pour chacune des dix provinces. La convention avait pour mission principale de voter une nouvelle constitution soumise ensuite à la ratification du peuple.

Cette perspective d'une convention catholique qui, sous l'influence et la direction de García Moreno, allait jeter les bases d'un État chrétien, jeta les radicaux dans une espèce de désespoir furieux; aussi résolurent-ils de tenter le coup de main que la transformation subite du dix-sept janvier avait fait ajourner. Un officier de Guayaquil, le général José Veintimilla, devenu depuis quelques années l'ennemi politique de García Moreno et l'agent secret d'Urbina, après avoir embauché certains officiers de la caserne d'artillerie, crut pouvoir profiter du jour de sa fête, dix-neuf mars, pour donner le signal de l'insurrection. Dès trois heures du matin, ayant rejoint ses complices à la caserne et corrompu les soldats à prix d'or, il combina son plan d'attaque. À six heures, accompagné d'une troupe d'insurgés, il pénétra par une porte secrète dans la maison du commandant général Darquea, le surprit au lit et le conduisit prisonnier à la caserne. Les gardiens reçurent l'ordre de lui brûler la cervelle à la moindre tentative d'évasion.

lesquelles je serais tombé bien des fois sans doute, malgré la droiture de mes intentions et le patriotisme qui m'a toujours guidé. L'infailibilité et la parfaite rectitude sont l'apanage exclusif de Celui qui s'appelle la source éternelle de la vérité et de la justice; puisse-il vous éclairer et vous diriger dans un travail dont va dépendre le bonheur de notre patrie.»

Rentré chez lui, il envoya immédiatement au président de l'Assemblée sa démission officielle, déclarant qu'il avait accepté la charge de président intérimaire jusqu'à la réunion de la convention, avec l'obligation formelle de déposer le pouvoir entre ses mains: il considérait donc comme un devoir de céder à un autre les rênes du gouvernement. Les députés furent d'un avis contraire; usant de leurs droits, car le président définitif ne devait être nommé qu'après le vote de la Constitution, ils le réélurent à l'instant président par intérim. Ce fut en vain; esclave de son serment, il déclina de nouveau la charge qu'on voulait lui imposer, et dans des termes si accentués que les députés renoncèrent pour le moment à l'espoir de le fléchir. L'Assemblée accepta donc sa démission, mais en chargeant Carvajal, son président, de faire savoir à García Moreno «qu'elle cédait à des raisons de déférence, et non aux motifs présentés par lui pour refuser le pouvoir». On lui précisa: «La Convention nationale ne reconnaît point aux bons citoyens le droit de refuser leurs services à la patrie. Les hommes de bien, de moralité, de progrès, se doivent sans condition à la nation. Ni les serments de refuser les charges publiques, ni les contradictions plus ou moins violentes éprouvées dans la défense des principes sociaux, ne peuvent vous affranchir de l'imprescriptible devoir de vous mettre à sa disposition toutes les fois qu'elle réclame votre concours. Persuadée que les devoirs sacrés du citoyen l'emportent sur des scrupules de délicatesse, la convention espère que García Moreno restera disposé, comme toujours, à servir le pays avec l'honneur, la loyauté et le patriotisme qui le caractérisent.»

Cette pièce, signée par tout le bureau de l'Assemblée, montre que la Convention de 1869, aussi bien que le Congrès de 1865, voyait en García Moreno l'homme providentiel et nécessaire. Pour le remplacer temporairement au fauteuil, elle élut son beau-frère, Manuel Ascásubi, lequel associa immédiatement García Moreno à son gouvernement en lui donnant le portefeuille des finances. Mais ce n'était pas assez pour neutraliser le mauvais effet produit dans le peuple par la retraite du grand citoyen, ni peut-être pour comprimer la joie non dissimulée des radicaux: on proposa de le nommer général en chef de l'armée. La motion fut soumise à l'assemblée, qui la vota d'urgence et par acclamation, sur la proposition de Carvajal: «Pourquoi délibérer, s'écria ce dernier, sur une question résolue depuis longtemps par un vote indéclinable du peuple? Nul doute sur le mérite de García Moreno, dont le génie et les services sont écrits en caractères éclatants à chaque page de notre histoire depuis dix ans, dix ans de lutttes entre l'ordre et l'anarchie. Et après dix ans, pouvons-nous assurer que les éternels partisans du désordre nous laisseront nous reposer de tant de secousses? Il est de toute justice et de toute nécessité que nous donnions García Moreno comme centre de ralliement à notre vaillante armée.»

L'Assemblée mit alors à son ordre du jour le projet de constitution élaboré par García Moreno, et dont voici les principales dispositions.

Au frontispice des chartes issues de la Révolution, les législateurs inscrivent le nom de la divinité nouvelle: le peuple souverain. García Moreno, lui, grava ces mots majestueux en tête de la sienne: «Au nom de Dieu, un et trine, auteur, conservateur et législateur de l'univers.» C'était se séparer radicalement des rationalistes de toute nuance, lesquels s'adjugent le droit de constituer une nation sans tenir compte de la révélation surnaturelle, ni de l'Église son interprète. Pour García Moreno, le Dieu vivant ou la sainte Trinité, le Dieu de l'Église catholique, est le législateur suprême, et par conséquent aucune puissance en ce monde, impériale, royale ou populaire, n'a le droit de légiférer, si ce n'est en son nom et sous sa dépendance.

En conséquence, le neuvième article de la Constitution déclare «la religion catholique,

substitués aux premiers créanciers. Il négocia avec eux, sur des bases équitables, le règlement définitif de cette importante affaire. Enfin, si l'on considère qu'il augmenta d'un tiers le traitement de tous les employés et que, de ce chef encore, il dépensa des sommes considérables, l'équilibre de ses budgets devient un problème dont la solution sera très instructive pour nos financiers et nos économistes.

Et qu'on ne s'imagine pas avoir trouvé le mot de l'énigme dans un accroissement progressif des impôts directs et indirects. Ce secret, très primitif mais toujours en honneur, de remplir les coffres de l'État en vidant les poches des contribuables, est à peu près le seul que connaissent les libéraux en matière de finances. Au lieu d'imiter ses devanciers, qui avaient épuisé la liste des matières imposables, García Moreno réduisit certaines contributions et en abolit complètement d'autres, comme par exemple l'impôt de 5% sur les revenus des évêques, chanoines, curés, avocats, médecins et employés de solde éventuelle, et l'impôt de manumission sur les successions héréditaires. Les droits de port sur les arrivages de l'étranger avaient été singulièrement diminués, et il demandait aux chambres, en 1875, de baisser de moitié la taxe établie sur l'aliénation des propriétés foncières.

Examinons donc ce système miraculeusement productif qui permit, en dix ans, d'exécuter des travaux prodigieux, de liquider les dettes de l'État, et de doter richement les fonctionnaires tout en réduisant le chiffre des contributions. Au risque de faire sourire nos athées matérialistes, nous leur dirons que toute la science économique de García Moreno se trouve dans la maxime du Maître, dont il avait fait sa devise: « Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et tout le reste – entre autres la félicité temporelle – vous sera donné par surcroît »; maxime qui pourrait se traduire par cette parole d'un illustre économiste: « Faites-moi de la bonne politique, et je vous ferai de bonnes finances. » La bonne politique, c'est la politique chrétienne de la justice, vraie pierre philosophale méprisée de nos modernes alchimistes, et cependant l'unique secret des fantastiques trésors de García Moreno.

Le maigre budget de l'Équateur était surtout dévoré par les insurrections, devenues périodiques comme les saisons, par suite de la politique révolutionnaire qui régnait en Équateur. Les invasions d'Urbina, de 1859 à 1864, coûtèrent à l'État un million de piastres, dépense absolument improductive qu'on aurait pu consacrer à des travaux utiles. Aussi les pays révolutionnaires aboutissent-ils fatalement à la ruine et à la banqueroute. Les impôts d'un pays riche, comme le Pérou, suffisent à peine à couvrir les frais de ses *pronunciamentos*. Si nous calculions en France ce que nous ont coûté les révolutions depuis 1789, nous tomberions dans la stupéfaction. Le premier moyen employé par García Moreno pour relever ses finances fut de clore l'ère des révolutions en faisant de la bonne politique, c'est-à-dire en mettant la main sur les anarchistes. Avec sa Constitution fondée sur la justice, l'ordre ne fut pas un instant troublé durant sa seconde présidence, ce qui lui permit d'économiser les frais de répression.

À l'extérieur, la politique consiste à vivre en paix avec ses voisins. García Moreno était patriote et susceptible à propos de l'honneur national; mais, selon Félix Luque dans *La verdadera situación*, « il ne suscita jamais de querelle aux étrangers, ni ne se mêla de leur politique, sinon pour prendre de bonnes et patriotiques mesures ». D'autres nourrissaient peut-être des intentions moins pacifiques à son égard, mais connaissant sa bravoure et l'excellente organisation de sa petite armée, ils se gardaient de l'attaquer parce qu'ils le savaient en état de se défendre. De fait, il ne dépensa pas un centime en frais de guerre durant ces six dernières années. Nous avons vu d'ailleurs qu'il réduisit considérablement l'armée permanente et allégea d'autant les charges du trésor. Que les gouvernements d'Europe consentent à restaurer la politique de justice, et leurs peuples ne succomberont plus sous le poids écrasant du budget de la guerre.

Le gaspillage s'ajoutait aux dépenses improductives pour ruiner le trésor. Nous avons dit

dont les principes violentent la nature des choses. Le Père Terenziani avait particulièrement le don d'offusquer les avocats, parce que, dans son cours de législation, il fondait le droit public sur les principes de Tarquini et de Taparelli, entièrement conformes aux théories gouvernementales de García Moreno. Plusieurs fois, après avoir entendu les thèses de fin d'année, les mécontents s'efforcèrent d'endoctriner les élèves et de les pousser à la révolte contre leurs maîtres, mais tous leurs efforts échouèrent devant le bon esprit des étudiants et la volonté de fer de García Moreno.

Une difficulté bien plus sérieuse se dressait devant le président: c'était non plus de réorganiser, mais de créer de toutes pièces une faculté de sciences. Il s'agissait de trouver un corps professoral à la hauteur des progrès modernes et de se procurer tout l'appareil instrumental nécessaire aux recherches et aux démonstrations pratiques. Or, les savants sont rares, même en Europe, et ne s'expatrient pas facilement, surtout quand il faut entreprendre de longs et pénibles voyages. Ensuite, la fréquence des révolutions américaines et l'instabilité des gouvernements n'invitent guère l'étranger à chercher fortune dans ces parages. García Moreno s'adressa encore à cette classe spéciale de savants dont le dévouement, inspiré par la foi, ne recule jamais devant le sacrifice. C'est aux jésuites allemands qu'il demanda des chimistes et des physiciens, des naturalistes, des mathématiciens. Il eut quelque peine à les conquérir; mais enfin il les conquit, aussi profondément instruits qu'infatigablement zélés. Avec eux, dans les bâtiments de l'antique université, exclusivement dédiés à la culture des sciences exactes, physiques et naturelles, il organisa, sous le nom d'*École polytechnique*, un centre d'enseignement qui pouvait rivaliser avec nos meilleures facultés de sciences.

Pour enseigner les sciences et leurs applications à toutes les branches de l'industrie moderne, il faut, outre des professeurs capables, un appareil immense d'instruments et de machines. Le président ouvrit de larges crédits pour acheter en Europe et transporter à Quito tous les objets nécessaires à l'enseignement. En quelques années, l'installation fut complète. Sans tenir compte de la dépense, García Moreno exigeait les objets les plus perfectionnés en tout genre. À son représentant de Paris qui lui faisait observer qu'une de ses commandes aurait coûté cent mille francs, il répondait: « Achetez ce qu'il y a de meilleur et de plus beau, et ne vous inquiétez pas du reste. »

En parcourant les salles de l'université, les étrangers ne se lassaient point d'admirer les merveilles qui s'y trouvaient rassemblées. Cabinet de physique muni de tous les instruments de mécanique et d'optique; cabinet de chimie; collections complètes de zoologie, de minéralogie et de botanique: rien ne manquait à cette exposition de la science moderne. Après l'avoir parcourue et étudiée, des savants n'hésitaient pas à dire que c'était la plus belle, la plus riche et la plus complète de l'Amérique, et qu'elle l'emportait même sur beaucoup d'universités européennes.

Et cependant, faut-il le dire, tandis que les étrangers exprimaient ainsi leur admiration, l'École polytechnique avait à soutenir de rudes attaques en Équateur. Les ignorants se demandaient à quoi bon ces machines et ces polytechniciens; les commerçants et les agriculteurs trouvaient que le gouvernement aurait dû se borner à favoriser l'agriculture et l'industrie; les économistes regrettaient des dépenses folles, faites uniquement, disaient-ils, en vue d'une vaine gloire; les libéraux envieux rugissaient de voir au gouvernail un homme dont la gloire éclipsait leur ambitieuse nullité; les radicaux francs-maçons écrivaient sans vergogne: « Le jour où tombera le président, son successeur devra détruire tout ce qu'il a fait, œuvres de charité, voies carrossables, collèges et musées. Il ne faut pas qu'il reste sur la terre de l'Équateur le moindre souvenir d'une œuvre catholique! » (Proaño, *Colección de Algunos Escritos*). On poussa si loin dans les premiers temps l'indifférence et le mauvais vouloir, qu'outre la gratuité des inscriptions aux cours de l'école polytechnique, il fallut accorder vingt piastres par mois aux étudiants qui les fréquentaient. Mais bientôt l'évidence du bienfait accabla les déclamateurs les plus haineux; les perspectives d'avenir

calamité pour une nation, c'est de voir la jeunesse perdre ses meilleures années dans l'oisiveté, ou ne se meubler l'esprit que de notions incomplètes, inutiles et fausses. »

Pour les jeunes filles appartenant aux classes supérieures de la société, les religieuses du Sacré-Cœur établirent à Quito et dans d'autres villes de vastes pensionnats où l'on s'attacha plus particulièrement à l'enseignement pratique. Dans ce même ordre d'idées, il faut ajouter aux collèges et pensionnats une école professionnelle, connue sous le nom de *protectorat catholique*, et dirigée par des frères venus de New-York. D'habiles ouvriers charpentiers, ébénistes, mécaniciens, recrutés chez les peuples plus particulièrement distingués par leurs progrès dans l'industrie, prirent possession d'un spacieux établissement dans un faubourg de Quito, et y ouvrirent des ateliers d'apprentissage. Pour apprécier à sa juste valeur cette création, il faut savoir à quel degré de pénurie, en fait d'objets de première nécessité, d'instruments de travail, et même de mobilier le plus élémentaire, se trouvaient réduits les habitants des Cordillères s'ils ne se procuraient en Europe les produits de nos diverses industries. En formant des artisans indigènes, García Moreno évitait à ses compatriotes des frais de transport qui doublent et triplent les prix des objets importés. Un enseignement technique de même nature, pour les jeunes filles, fut confié aux sœurs de la Providence de Belgique. Les jeunes filles pauvres trouvèrent près d'elles un asile sûr dans un hospice préparé pour les recevoir. « Ainsi, disait le président au Congrès de 1871, le travail et l'instruction, appuyés sur la pratique des vertus chrétiennes, arracheront à la corruption ces victimes du vice et de la misère. »

L'enseignement primaire et secondaire ainsi rendu accessible à toutes les classes de la société, García Moreno ne recula pas devant une conception plus grandiose – mais en apparence absolument chimérique: la création sur ces montagnes d'un enseignement supérieur, qui rivalisât avec celui des nations les plus en renom dans le monde scientifique. Son génie passionné pour les hautes sciences, joint au désir de former des professeurs capables de développer l'instruction dans les collèges et les écoles, le pressait de couronner l'édifice.

Pour ne point s'exposer aux ravages d'une science impie et corruptrice, il comprit que la religion devait présider à l'enseignement supérieur, plus encore qu'à celui des collèges et des écoles. Aussi son premier acte, en reprenant le pouvoir, avait-il été de dissoudre l'antique Université de Quito, trop peu initiée aux progrès des sciences et des techniques, mais en revanche très avancée dans les idées révolutionnaires. Sur ses ruines, il fonda une nouvelle université vraiment catholique et vraiment de haut niveau. Selon les prescriptions du concordat et en vertu du *Doctete omnes gentes* (enseignez toutes les nations), les évêques avaient la haute main sur l'enseignement. Les livres de religion et d'histoire sacrée devaient être désignés par eux, et les ouvrages littéraires ou scientifiques, revêtus de leur approbation. Quant aux professeurs, García Moreno nommait des savants, mais avant tout des chrétiens, sur la doctrine desquels il pût compter. Au sommet des Facultés présidait la théologie de l'Ange de l'école, comme le soleil qui éclaire tout l'enseignement. Avant même que Léon XIII eût remis en honneur la *Somme* de saint Thomas, on discourait chez les dominicains de Quito sur cette thèse: « Pour extirper de notre société moderne les erreurs dont elle est infestée, rien de plus nécessaire, aujourd'hui comme dans les siècles passés, que d'enseigner les doctrines de saint Thomas dans les cours de théologie. »

La Faculté de droit, qui confine à la théologie, fut réorganisée sur des principes absolument catholiques. Jusqu'alors le vieux droit romain, commenté par des auteurs libéraux, protestants ou révolutionnaires, avait servi de base au droit public. De là des jurisconsultes, des avocats, imbus d'idées païennes et absolument étrangers au droit naturel et canonique. Il fallait des hommes nouveaux et des livres nouveaux. García Moreno confia cet enseignement à des membres distingués de la Compagnie de Jésus, avec mission d'y faire pénétrer l'esprit chrétien, ce qui déplut singulièrement aux libéraux. Un cours de droit naturel ne peut que choquer la Révolution,

rapidement au commencement de 1872. Déjà le matériel était acquis, et le Congrès avait voté un emprunt de plusieurs millions de piastres pour terminer les travaux et établir le télégraphe électrique sur toute la route; mais le président, dont la sagesse égalait l'activité, refusa « d'emprunter à des usuriers, et à des conditions que la démente ou la mauvaise foi seules peuvent accepter, préférant ne point engager l'avenir, mais achever l'œuvre lentement, suivant que le permettraient la protection divine et les revenus de l'État ».

Le 23 avril 1873 fut un grand jour de réjouissance à Quito. La compagnie générale des transports inaugurerait, sur la route nationale, deux diligences nouvellement construites, la *Sangai* et la *Tunguragua*. On en fit la bénédiction solennelle, au milieu d'une foule immense réunie sur la place de la cathédrale. De la galerie du palais épiscopal, l'archevêque, entouré du président et de ses ministres, bénit les voitures qui bientôt s'ouvrirent pour recevoir ces illustres personnages et se mirent en marche aux acclamations du peuple. García Moreno était vengé! L'entreprise traitée de folie dix ans auparavant par ses amis comme par ses ennemis, excitait aujourd'hui l'admiration de tous. « Sans cet homme de génie, disait-on, l'Équateur restait dans l'éternel *statu quo* auquel sa position paraissait l'avoir irrémédiablement condamné. Son énergie a vaincu tous les obstacles, triomphé de la pusillanimité des uns, de l'indolence des autres, de toutes les passions soulevées contre lui. L'Équateur n'a pas assez de voix pour le bénir et célébrer sa gloire. »

Cette route grandiose qui, à elle seule, suffirait pour immortaliser son auteur, ne l'avait pas empêché d'en ouvrir simultanément quatre autres dans les provinces du Nord et du Sud. Par ces cinq grandes artères, les villes et les provinces, reliées entre elles, devaient entrer en communication avec la capitale, le port de Guayaquil, les états américains et les nations européennes. L'Équateur allait se réveiller d'un sommeil de mille ans quand arriva la catastrophe de 1875.

Ici nous rencontrons forcément la question des finances, question qui se sera présentée vingt fois à l'esprit de nos lecteurs, à mesure que se déroulaient devant eux les œuvres de García Moreno. Où trouvait-il l'argent pour faire face à de pareilles dépenses? Ce n'était ni dans les réserves laissées par ses prédécesseurs, trop libéraux pour faire des économies; ni dans la caisse des banquiers, en escomptant l'avenir au moyen d'emprunts ruineux: il refusa de recourir à cet expédient, pour l'achèvement d'une route qui lui tenait tant à cœur. Avait-il donc inventé, ce catholique, un système économique et financier que nos hommes de science et de progrès ignorent? Il faudra bien l'admettre, si l'on veut jeter un simple coup d'œil sur le tableau complet de ses dépenses.

En dix années, les œuvres de bienfaisance et d'instruction, jointes aux travaux publics, absorbèrent, pour la part afférente à l'État, plus de six millions de piastres, c'est-à-dire environ trente millions de francs. Ajoutez à cela des sommes considérables consacrées à l'amortissement de la dette publique. Depuis les guerres de l'Indépendance, l'Équateur était grevé d'une dette extérieure écrasante, provenant des emprunts contractés par Bolívar au nom de la Colombie. Les gouvernements, en se succédant, se transmettaient l'un à l'autre ce lourd fardeau, aggravé des intérêts qu'ils ne payaient même pas à leurs divers créanciers. De plus, à force de prodigalités et de gaspillages, ils avaient trouvé le moyen de constituer une dette intérieure de six à sept millions de piastres, sans autre perspective de libération qu'une banqueroute à bref délai. L'homme de la justice, García Moreno, tira l'Équateur de cette impasse. Nous lisons dans son message de 1875: « Avec les ressources de ces six dernières années, nous avons consacré près de six millions de piastres tant à l'extinction totale de la dette anglo-américaine qu'à l'amortissement de la dette intérieure. J'ai le plaisir de vous annoncer que la dette inscrite sera éteinte l'an prochain et la dette flottante, dans un petit nombre d'années. » Quant à la dette de l'Indépendance, le président refusa de reconnaître l'unique et frauduleux traité contracté jadis par Urbina avec les spéculateurs

Pour tirer son pays de cet état de prostration, García Moreno entreprit de relier le plateau des Andes au reste du monde par une voie carrossable allant de Quito à Guayaquil.

Ce gigantesque projet, que nos prétendus hommes de progrès, depuis cinquante ans qu'ils administraient le pays, n'avaient pas même osé concevoir, cet homme de génie en décida l'exécution dès le premier jour de sa présidence. Et n'allez point croire que ces amis de la civilisation aient salué ce projet par des cris d'enthousiasme: ainsi que Colomb annonçant le Nouveau-Monde, García Moreno fut traité de rêveur, d'utopiste, de maniaque, dont les folles entreprises allaient engloutir les dernières ressources du pays. Il laissa dire et se mit à l'œuvre. Mais le parcours arrêté et les travaux commencés, le président vit se dresser devant lui l'égoïsme des grands propriétaires dont la route devait traverser les riches *haciendas*. Après avoir longtemps crié à l'utopie, ils évoquèrent les idées de justice et de propriété, ne reconnaissant point au gouvernement le droit de les exproprier pour une prétendue cause d'utilité publique. Il demeura sourd à toutes les réclamations, à toutes les invectives, à toutes les menaces.

Non loin de la capitale se trouve l'*hacienda* de Tambillo, dont le propriétaire, Grenadin d'origine, n'habitait l'Équateur que depuis une trentaine d'années. Comme la route coupait sa propriété, il témoigna son vif mécontentement, menaçant d'en appeler à la Nouvelle-Grenade et de se faire rembourser la valeur totale de l'*hacienda*. En vain García Moreno lui fit-il observer que la Nouvelle-Grenade n'avait rien à voir dans les affaires de l'Équateur et que ses prétentions étaient simplement ridicules: «Vous réclamez, ajouta-t-il, le prix intégral de votre propriété: combien l'estimez-vous? — Cinq cent mille piastres. — Eh bien! puisque vous y tenez, je vous l'achète, et je vais vous la payer comptant. Quand il s'est agi de fixer le chiffre de vos impôts, vous avez estimé votre propriété cinquante mille piastres, tandis que, de votre aveu, elle en vaut cinq cent mille: vous avez donc, depuis trente ans, fraudé le gouvernement d'une somme énorme, que vous allez payer avec les intérêts. Là-dessus, mon ministre des finances vous comptera cinq cent mille piastres, prix de votre *hacienda*.» Pris dans ses propres filets, le Grenadin retira son opposition et se garda bien de plaider.

Des amis, des parents, employèrent leur influence pour faire dévier la route et épargner certaines propriétés: García Moreno resta inflexible. «Vous me passerez sur le corps avant de pénétrer sur mon terrain, lui dit un ami intime. — On passera sur votre corps s'il le faut, lui répondit le président, mais je vous assure que le tracé ne déviara pas d'une ligne.»

Ces premières difficultés n'étaient du reste que des jeux d'enfants en comparaison de celles qui se multiplièrent à mesure qu'avancait l'exécution: il fallut trouver des ingénieurs capables de diriger les travaux de nivellement, et la construction de viaducs et de ponts énormes; il fallut réquisitionner des compagnies d'ouvriers et les assujettir, en dépit de leur mollesse et de leur mauvais vouloir, à une besogne assidue et pénible. Durant dix ans, des milliers de travailleurs, divisés en équipes constituant pour ainsi dire des paroisses ambulantes, furent employés à sillonner les bois et les montagnes, accompagnés d'un médecin pour les soigner en cas de maladie, et d'un prêtre pour faire avec eux la prière du matin et du soir. Chaque dimanche, les cérémonies religieuses s'accomplissaient en plein air: on prenait des forces pour les travaux du lendemain. L'ouvrier recevait régulièrement son salaire, grâce aux contributions volontaires que le président sollicita des provinces, et surtout grâce aux ressources toujours croissantes du trésor public.

Commencée en 1862, la route fut achevée en 1872, au moins dans ses parties principales. Le premier tronçon, de Quito à Sibambe, point extrême du plateau, avait nécessité, sur un parcours de deux cent cinquante kilomètres, la construction d'une centaine de ponts et de quatre cents viaducs. Le troisième, de Guayaquil à Milagro, au pied de la montagne, consistait en une voie ferrée d'environ quarante kilomètres, pourvue de tout le matériel nécessaire à l'exploitation. La section intermédiaire, sur le versant de la Cordillère, d'une exécution très difficile, avançait

qui s'ouvraient aux jeunes gens studieux triomphèrent de l'apathie générale, et García Moreno eut la grande joie de voir se développer cet enseignement scientifique sur lequel il voulait asseoir la prospérité matérielle du pays. Il en suivait avec intérêt la marche et les progrès, se faisait une fête d'assister aux exercices publics qui, chaque année, attiraient l'élite de la société de Quito, et surtout s'applaudissait de trouver les jeunes gens de l'école aussi fermes dans la foi que dans la science. Foulant aux pieds tout respect humain, ces jeunes gens se constituèrent en *congrégation*, sous la direction du Père Menten, l'illustre doyen de la Faculté. Le 30 juin 1873, cette nouvelle congrégation de Notre-Dame s'installa dans la chapelle où se réunissaient, un siècle auparavant, *los Señores* de Quito. L'Université sécularisée avait fait croisade contre la religion: les fils de l'Université catholique, heureux de renouer la chaîne des antiques traditions, reprenaient en main, sous les auspices de la Sainte Vierge Marie, le drapeau de Jésus-Christ et de son Église.

La faculté des sciences donna naissance à la faculté de médecine. À vrai dire, s'il y eut des médecins distingués en Équateur avant García Moreno, ils durent leurs capacités à leur génie plus qu'à l'enseignement médical du pays, car les trois ou quatre professeurs de Quito et de Cuenca, obligés pour vivre de courir la clientèle ou de se livrer aux travaux agricoles, dépourvus de bibliothèques, d'appareils et d'instruments de clinique et de dissection, faisaient consister leurs leçons dans la récitation pure et simple de l'auteur classique imposé à l'élève. Il est facile de comprendre quel effet durent produire les savantes conférences des professeurs de l'École polytechnique sur les élèves en médecine. Du coup la méthode des *ré citations* mourut. Pour réorganiser la faculté, García Moreno obtint de l'école de Montpellier deux excellents professeurs, MM. Étienne Guayraud et Dominique Domes, l'un de chirurgie, l'autre d'anatomie, qu'il fournit de tous les appareils et instruments nécessaires à l'étude des différentes parties de la science médicale. Ce que nos facultés européennes mettent tant d'années à obtenir, García Moreno le faisait acheter d'un seul coup, en un seul jour. Il lui suffit de quelques années pour approprier des locaux aux différents travaux de la faculté, constituer le corps professoral, tracer un plan d'études, et préparer dans un hôpital, dont la population moyenne comptait trois cents malades, d'admirables ressources cliniques. On se fera une idée de la difficulté vaincue, si l'on considère que l'université catholique de Paris, après quinze ans d'exercice, n'a point encore de faculté de médecine.

Afin de compléter ces créations en joignant l'agréable à l'utile, García Moreno fonda une Académie des Beaux-Arts, où l'on cultiva plus spécialement la sculpture, la peinture et la musique. Par son éclat pittoresque et son ciel de feu, l'Équateur exalte l'imagination et développe dans le cœur une extrême sensibilité. Aussi ses habitants ont-ils été renommés de tout temps pour leurs dispositions artistiques, dispositions qui, faute de maîtres, restaient à l'état de nature. García Moreno fit venir à grands frais de Rome des professeurs distingués, en même temps qu'il envoyait dans cette capitale des arts certains élèves d'élite pour se perfectionner et devenir maîtres à leur tour. Ainsi se formèrent Rafael Salas, Luis Cadena et Juan Manosalvas, tous trois peintres de mérite. Sans sortir de leur pays, Velez et Carillo se firent un nom dans la sculpture. La musique attira tout particulièrement l'attention du président, à cause de ses relations avec la liturgie sacrée. Il établit à Quito un conservatoire national de musique religieuse et profane, dont les cours très complets de chant, d'orgue, de piano et d'instruments de toute espèce, se donnaient gratuitement. C'est encore de Rome qu'il fit venir des organistes et des maîtres de chant, afin de relever par la diffusion des connaissances musicales l'éclat des cérémonies de l'Église. Un de ces maîtres, s'entretenant un jour avec le président, fut tout étonné de le voir disserter sur les théories de l'art comme il aurait pu le faire lui-même.

Terminons cette rapide revue des progrès accomplis en Équateur sous le rapport de l'enseignement, en signalant une œuvre monumentale qui mit dans tout son jour le génie et la puissance de García Moreno. De savants astronomes avaient souvent exprimé le désir de voir

s'élever un observatoire international dans les environs de Quito. Cette position exceptionnellement avantageuse faciliterait, selon eux, la solution de problèmes réputés insolubles. García Moreno étudia lui-même la question et trouva, comme Humboldt et Secchi, qu'un observatoire à Quito deviendrait infailliblement le premier du monde «par sa position à trois mille mètres au-dessus du niveau de la mer, par l'admirable pureté du ciel et la transparence de l'air, par sa situation sous la ligne équinoxiale, dans un climat sain et délicieux où l'on jouit d'un printemps perpétuel». Mais, comme il s'agissait d'une œuvre d'utilité générale et d'exécution très dispendieuse, il crut devoir proposer aux gouvernements étrangers de construire à frais communs ce monument gigantesque. Il communiqua d'abord son projet à la France, en rappelant au gouvernement de Napoléon la mission scientifique de La Condamine et de ses compagnons, au siècle dernier. La République de l'Équateur serait heureuse de voir les Français tenter de nouvelles expériences et de nouvelles découvertes dans sa capitale. En 1865, le ministre Rouland, que d'autres préoccupations absorbaient, répondit par une fin de non-recevoir. García Moreno s'adressa aux gouvernements de la Grande-Bretagne et des États-Unis, qui firent aussi la sourde oreille. Alors, inébranlable dans ses desseins, le président résolut d'exécuter à lui seul une entreprise si avantageuse à la science et si glorieuse pour son pays. En 1870, des crédits illimités furent ouverts pour la construction de l'édifice et l'acquisition des instruments. Les appareils complets, construits d'après les meilleurs systèmes, sortirent des ateliers de Munich. Un télescope, d'une force prodigieuse, coûta six mille piastres. En quatre ans, le monument était debout; le Père Menten, l'illustre associé du Père Secchi à l'observatoire romain, allait s'y installer quand le crime du six août fit disparaître le fondateur. Quelques mois plus tard, le buste de son successeur s'y offrait aux regards d'une population surprise et indignée.

Beaucoup s'imaginent que le révolutionnaire est nécessairement un homme de progrès et le catholique un rétrograde. Il ressort de ce chapitre sur l'enseignement à Quito deux vérités évidentes: la première est qu'en un demi-siècle la Révolution n'a rien su fonder en Équateur, ni instruction primaire, ni enseignement secondaire, ni enseignement supérieur; la seconde est qu'en six ans le catholique García Moreno a fait passer son pays, sous ce triple rapport, des plus profondes ténèbres à la plus resplendissante lumière. Un troisième fait est plus significatif encore: après l'assassinat du grand homme à qui l'on devait tant de merveilleuses créations, la Révolution triomphante replongea le pays dans le chaos primitif; les jésuites de l'École polytechnique portèrent en d'autres pays leur savoir et leur expérience; et «quelque temps après, dit un témoin oculaire le professeur français Dominique Domes, nous eûmes la douleur de voir ces laboratoires si bien pourvus, si bien tenus, complètement abandonnés, ces instruments, ces appareils, ces machines, démontés, détériorés, recouverts d'une couche épaisse de poussière». La clef de voûte enlevée, l'édifice s'était écroulé. Le nom de García Moreno protestera éternellement contre ce mensonge devenu presque un axiome historique: l'Église arrête le progrès des sciences, et la Révolution le favorise.

CHAPITRE XXVIII

TRAVAUX ET FINANCES

C'est un axiome du monde moderne que pour développer les progrès matériels d'une nation, il faut y installer un gouvernement matérialiste, hostile à la sainte Église catholique. «Trop mystiques, dit-on, les catholiques ne sauraient comprendre l'importance du problème économique, ni surtout en trouver la solution. Sous prétexte de sauver votre âme, ils couchent votre corps sur la paille et vous donnent à manger le pain noir d'avant 1789». Mais que répondront les sophistes au fait brutal que nous allons leur mettre sous les yeux?

L'Équateur avait vécu de tout temps dans la pauvreté. Ça et là on rencontrait bien quelques propriétaires de vastes et riches *haciendas*, mais on peut dire que la masse du peuple, et même de la bourgeoisie, végétait dans la misère. De ce mal existait certainement une cause naturelle, je veux dire l'indolence des habitants; mais il faut avouer aussi que jamais gouvernement ne se préoccupa de les stimuler au travail. Financiers espagnols et révolutionnaires avaient rivalisé de zèle pour s'engraisser des sueurs de l'ouvrier, ce qui ne l'engageait guère à faire beaucoup de besogne. Une autre raison pour laquelle l'agriculture et l'industrie, ces deux sources de richesse, ne pouvaient prospérer en Équateur, c'était l'absence totale des voies de communication, et par suite l'impossibilité des transports et des échanges.

Si l'on se rappelle la topographie du pays, véritable labyrinthe de montagnes reliées l'une à l'autre par des contreforts puissants au milieu desquels se dessinent des vallées profondes, des précipices, des torrents qui deviennent des fleuves, on comprendra facilement qu'on ait reculé devant la difficulté d'établir sur ce sol tourmenté des chemins carrossables. L'Équatorien voyageait à cheval, et transportait ses marchandises à dos de mulet ou d'Indien. L'ascension de Guayaquil à Quito, par des sentiers impraticables, au milieu d'affreux précipices, passait à bon droit pour une expédition dangereuse. C'est ainsi qu'un touriste anglais, à qui l'on demandait quelle route il avait suivie pour arriver à Quito, répondit avec autant d'esprit que de vérité: «Mais il ne s'agit pas de route dans ce pays-là.» Madame Pfeiffer dit qu'au sortir de la capitale de l'Équateur on ne voyage plus, mais qu'on patauge dans un véritable marais fangeux (*Mon second voyage autour du monde*, par Mme Ida Pfeiffer). Jamais personne, ni sous le règne des Incas, ni durant les trois siècles de tutelle espagnole, ni depuis l'avènement des républicains au pouvoir, n'avait rêvé d'ouvrir des chemins et de lancer un véhicule quelconque dans ces fondrières. On entendait parler de diligences, de chemins de fer, de locomotives, comme d'objets étranges que l'Équateur devait se résigner à ne posséder jamais. La simple réparation du pont de Machangara parut une œuvre si merveilleuse qu'Urbina déclara ce pont sans rival dans l'Amérique du Sud.

Par suite de cette situation matérielle, les populations de l'intérieur, emprisonnées dans leurs districts, se trouvaient, durant la saison des pluies, littéralement séquestrées du reste du monde. On ne communiquait avec la côte que par un courrier hebdomadaire, lequel se résignait à franchir les abîmes et les torrents pour gagner Guayaquil. Il est aisé de comprendre que l'agriculture, l'industrie et le commerce sont condamnés à végéter dans une éternelle enfance là où les produits doivent se consommer sur place, faute de moyens de transports. Le commerce extérieur ne montait pas à deux millions de piastres. L'article principal d'exportation, le cacao, se vendait à raison de trois à quatre piastres les cent livres. Il en résultait que, la production excédant de beaucoup la consommation, les terrains restaient incultes. Quant aux petites économies amassées à force de patience et de travail, on les déposait dans un coffre où elles restaient sans utilité pour le prochain, car il n'existait en Équateur aucun organisme qui se chargeât de les réinvestir.

désirer. Néanmoins un de ces malheureux s'en montrait peu satisfait: « Savez-vous, mon ami, lui dit García Moreno, que je ne suis pas si bien servi, moi le président de la République !»

Il n'eut pas de repos qu'il n'eût fait bénéficier les pauvres malades des secours que la religion leur a ménagés. Au lieu de mercenaires sans entrailles, il leur donna des sœurs de Charité pour les soigner et panser les plaies de l'âme aussi bien que celles du corps. En même temps, il édicta un règlement auquel tout le monde dut se conformer, inspecteurs, surveillants, médecins, infirmiers et infirmes. Sous la haute direction des sœurs, l'hôpital Saint-Jean de Dieu devint un hôpital modèle. Il dota plusieurs autres villes d'établissements semblables, qu'il confia également aux admirables filles de saint Vincent de Paul. Hélas ! que dirait ce grand homme d'État de nos laïcisateurs d'hôpitaux !

Plein d'une tendre affection pour tous ces êtres souffrants, il leur prodiguait ses soins et consacrait une partie de son traitement à soulager leur misère. Lors de sa première élection à la présidence, sa femme, la señora Rosa Ascáubi, lui fit remarquer qu'un président de République ne pouvait se dispenser, à son entrée en charge, de donner un banquet officiel aux ministres, diplomates, et autres personnages de marque. Il lui fit observer que son humble fortune lui interdisait pareil luxe. Quant à son traitement, il en remettait une partie à l'État, encore plus pauvre que lui, et destinait l'autre aux œuvres de charité. La noble dame répondit qu'elle se chargerait des frais et lui compta cinq cents piastres, en lui recommandant de faire les choses grandement. García Moreno, muni d'une bourse bien garnie, s'achemina vers l'hôpital avec son aide de camp, pourvut aux nécessités les plus urgentes de ses malades, et commanda pour eux un magnifique dîner. À son retour, la généreuse femme lui demanda s'il avait eu assez d'argent: « J'ai pensé, lui dit-il en riant de tout son cœur, qu'un bon repas ferait plus de bien aux malades qu'aux diplomates. J'ai donc porté l'argent à l'hôpital, où l'on m'a déclaré que pour cinq cents piastres on fournirait un excellent dîner. »

On ne peut s'empêcher de remarquer des différences assez notables entre les gouvernants démocrates et notre grand chef chrétien dans leurs rapports avec le pauvre peuple. Ceux-là remplissent leur bourse en exploitant sa simplicité; celui-ci vide la sienne en soulageant ses infirmités. Le chrétien passe comme son Maître en faisant le bien; les démocrates, en faisant du bien à leur très chère et très importante personnalité. Du reste, ce phénomène est tout aussi naturel que le lever du soleil chaque matin: l'égoïsme doit fatalement rester l'égoïsme aussi longtemps qu'il n'est pas combattu dans le cœur de l'homme par la grâce divine qui, seule, peut en triompher. Ce qui s'expliquerait moins facilement, si l'on ne savait que la bêtise humaine l'emporte encore sur la méchanceté, c'est que le peuple, tant de fois mangé par les loups, ne manque jamais de se ranger sous leur houlette toutes les fois qu'il leur prend fantaisie de se costumer en bergers.

CHAPITRE XXVI

LES MISSIONS

Par-delà les Cordillères et le versant oriental des grands pics neigeux, s'étend une immense plaine de douze mille lieues carrées. Dans ce territoire, qui confine au Brésil, au milieu des forêts vierges, sur les bords du Napo (d'abord baptisé *El Río Grande de Santa Ana*), du Marañon, du Putumayo, des autres fleuves et rivières tributaires de l'Amazone, vivent deux cent mille Indiens sauvages, presque tous nomades, la plupart d'un naturel simple et bon, quelques-uns, tels que les Jivaros, cruels et belliqueux. Leur religion consiste en certaines fables extravagantes, au milieu desquelles domine cependant la croyance à un Esprit supérieur.

Au XVIII^e siècle, les jésuites avaient implanté dans ces parages lointains une véritable civilisation. La province de Marañon comptait six grandes divisions, soixante-quatorze peuplades, cent soixante mille néophytes. Les jésuites furent chassés par les *philosophes*, et les Indiens rendus à la vie nomade. On essaya bien de substituer aux religieux des prêtres séculiers, mais les uns se sentaient peu de goût pour l'habitant des grands bois, les autres n'avaient ni le sens ni le tact nécessaires pour gouverner les *réductions*. Peu à peu les pasteurs disparurent, et les Indiens quittèrent les villages pour reprendre leurs habitudes et leurs superstitions.

Dès 1862, García Moreno conçut le dessein de tenter à nouveau l'évangélisation du Napo. C'est pourquoi, dans son traité avec la Compagnie de Jésus, il assignait un double but aux religieux: fonder des collèges à l'intérieur, et des missions dans la province d'Orient. De fait, moyennant les ressources fournies par les évêques et par l'État, les jésuites s'établirent dans quatre centres principaux, Macas, Napo, Gualaquiza et Zamora, d'où ils rayonnaient au milieu des tribus nomades.

En 1864, le Père Pizarro, déjà nommé vicaire apostolique, évangélisait avec ses missionnaires les bords du Napo, lorsque les complices de Maldonado, Jaramillo, Lamothe et consorts, ayant été condamnés à la déportation, comme nous l'avons raconté en son lieu, firent invasion dans ce pays et se ruèrent sur la maison des jésuites, qu'ils appelaient les complices du tyran. Les missionnaires furent enchaînés, bafoués, accablés d'insultes et de mauvais traitements. Après avoir dévasté la chapelle, souillé les vases sacrés et commis les plus odieuses exactions, ces forcenés se disposèrent à gagner les frontières du Pérou, emmenant avec eux les missionnaires de la naissante chrétienté. Ils les forcèrent à monter dans le canot qui devait les emporter, en présence des Indiens qui, debout sur la rive, pleuraient à chaudes larmes. Un de ces pauvres indigènes, voyant les prisonniers enchaînés comme des criminels, s'écria comme pour les consoler: « Pères ! Jésus est mort sur la croix !» Quand l'embarcation s'éloigna, les sauvages se mirent à pousser des cris de désespoir, demandant à genoux une dernière bénédiction, puis ils coururent le long du fleuve pour suivre le canot jusqu'au moment où ils le perdirent de vue – on connaît ces détails par une lettre du Père Pizarro publiée dans *El Correo del Ecuador* du 2 novembre 1864. On se demandera quels étaient les vrais sauvages, de ces Indiens qui pleuraient leurs bienfaiteurs, ou de ces civilisés qui les leur enlevaient en haine du nom de Jésus. La pire des sauvageries, c'est le *satanisme* révolutionnaire.

Lors de sa rentrée au pouvoir en 1870, García Moreno, que rien ne décourageait, établit l'œuvre des missions sur des bases plus sérieuses. Sans tenir compte de l'animosité sectaire contre les jésuites, il investit le Vicaire apostolique de pouvoirs civils très étendus. Le 21 avril 1870 parut le décret suivant, qui fit bondir les libéraux: « Comme il est impossible d'organiser un gouvernement

civil parmi des peuplades sauvages; que, d'ailleurs, sans une autorité quelconque la vie sociale est impossible, les pères missionnaires établiront un gouverneur dans chaque centre de population et l'investiront du droit de maintenir l'ordre et d'administrer la justice. Ils pourront imposer des peines légères pour les délits ordinaires, bannir du territoire de la mission les perturbateurs incorrigibles, et transférer à Quito les homicides pour y être jugés. Dans chaque centre, une école, fondée aux frais du gouvernement, sera obligatoire pour tous les enfants au-dessous de douze ans. On y enseignera, outre la doctrine chrétienne, la langue espagnole, l'arithmétique et la musique. » Le gouvernement prohibait ensuite la vente à crédit, sous peine de confiscation des objets vendus et de bannissement du territoire oriental. C'est que les vendeurs à crédit, spéculant la simplicité des Indiens, exigeaient d'eux des intérêts tellement usuraires qu'ils ne différaient en rien de la spoliation pure et simple. Le décret accordait enfin aide et protection aux missionnaires, promettant de les faire respecter et même de les défendre par la force.

Cette dernière clause n'était pas superflue. Dès l'inauguration de la mission, les marchands, vexés dans leurs intérêts, calomnièrent les missionnaires près des Indiens. Ces gens simples et candides, s'imaginant que la vente à crédit leur procurait de grands avantages, incendièrent la maison des jésuites. Mais une compagnie de soldats envoyée par le gouvernement rétablit l'ordre et fit repasser les montagnes aux indignes trafiquants. Les Indiens se soumièrent, à l'exception d'une tribu, celle des Jivaros. « Le jour n'est pas loin, disait García Moreno au Congrès de 1874, où nous aurons à poursuivre ces perfides anthropophages, pour les chasser de notre sol et les disséminer sur nos frontières. Nous coloniserons ensuite ces fertiles contrées, ainsi que d'autres parties de notre territoire dénuées de population, en faisant appel aux émigrants catholiques d'Allemagne, qui nous arriveront en grand nombre si vous m'accordez les fonds suffisants. »

À partir de ce moment, les travaux des missionnaires produisirent les mêmes fruits que par le passé. On put former de nouveaux groupes de convertis à Loreto, Archidona, Ávila, La Concepción, ouvrir des écoles où des milliers d'enfants reçurent l'instruction, fixer des centres ou des points de ralliement pour les nomades que les pères évangélisaient à certains jours. Deux ans après, la mission du Napo comptait déjà une vingtaine de villages et près de dix mille chrétiens. Hélas ! García Moreno disparut alors qu'il allait livrer au commerce et à l'industrie ces contrées aussi remarquables par leur immensité que par leurs richesses et leurs pittoresques beautés. L'œuvre était déjà si avancée qu'il insistait près du Saint-Siège pour obtenir un second vicariat apostolique. Avec lui s'évanouirent ces magnifiques perspectives. Les trafiquants rentrèrent au Napo, chassèrent les jésuites et dispersèrent les *réductions*. Des religieux isolés parvinrent à demeurer quelque temps au sein des tribus errantes, mais dans une impuissance presque absolue de faire le bien par suite des obstacles que suscitaient leurs rapaces ennemis.

Les États libéraux de l'Amérique méridionale ont tous, dans leur partie orientale, une province sauvage. Seul García Moreno entreprit de porter le flambeau de la civilisation au-delà des Cordillères, prouvant une fois de plus aux prétendus amis de l'humanité que le chrétien possède un cœur assez large pour embrasser tous les peuples et assez généreux pour leur porter, au prix d'immenses sacrifices, les biens dont Jésus-Christ l'a comblé.

Sous l'inspiration de ce même zèle, le président s'efforça de raviver la foi, non seulement dans les pays sauvages, mais chez les chrétiens de l'intérieur. Les habitants des montagnes n'étaient guère moins dénués de secours religieux que les riverains de l'Amazone. À peine de temps en temps un prêtre venait-il les visiter dans leurs solitudes lointaines. Ne recevant qu'un traitement insuffisant pour vivre, le curé ne se croyait pas obligé de résider dans sa paroisse. Retiré chez ses parents ou dans une ville voisine, il faisait acte de présence trois ou quatre fois l'an, afin d'être autorisé à percevoir les fruits de son bénéfice. Les familles croupissaient dans l'ignorance, les malades mouraient sans sacrements, les enfants n'étaient pas même baptisés. Pour rendre la vie à

les mains des deux fidèles coopérateurs de García Moreno, l'aumônier et le directeur de la prison. Ainsi cessa cette calamité du brigandage, qui de tout temps avait désolé le pays.

Si l'on veut maintenant apprécier, au point de vue de la régénération morale des prisonniers, le système pénitentiaire inventé par García Moreno, qu'on en juge par un fait peut-être sans précédent dans l'histoire. Durant ses six dernières années, le président avait élevé à grands frais un immense établissement appelé *el Panóptico*, qu'il destinait à remplacer la malsaine prison de Quito. En 1875, les bâtiments terminés se trouvèrent inutiles, faute de prisonniers à y loger. García Moreno eut la joie d'annoncer aux députés qu'il restait à peine cinquante condamnés dans la prison. « Or, ajouta-t-il, comme le pénitencier peut en contenir cinq cents en cinq divisions, et comme d'un autre côté, les municipalités n'ont pas à leur disposition des ressources suffisantes pour construire dans chaque province une maison de réclusion, voyez dans votre sagesse s'il ne serait pas avantageux d'amener des provinces au *Panóptico* forçats et simples détenus. Ils subiraient leur peine sous l'inspection de la cour suprême, et nous verrions disparaître ces barbares et immondes cachots, vrais foyers de corruption, où le prisonnier souffre sans s'amender, quand il n'évite point par la fuite le châtement qu'il a mérité. »

Hélas ! quelques jours après avoir écrit ces lignes, le président n'était plus, et la Révolution, en haine de l'œuvre civilisatrice, chassait de son poste le trop fidèle Arellano.

En même temps qu'il s'occupait de bâtir des refuges et des pénitenciers, García Moreno travaillait avec non moins de zèle à la réforme des hôpitaux, afin de rendre plus sains, plus moraux, plus supportables ces asiles où s'entassaient les pauvres et les malades. Il y avait à Quito un grand hôpital connu sous le nom d'hôpital Saint-Jean de Dieu, où l'on enfermait jusqu'à trois cents malades, ainsi qu'un refuge pour les lépreux et un asile d'aliénés. Ces établissements, ainsi que les hôpitaux des autres cités, étaient administrés par des spéculateurs et des mercenaires qui ne rougissaient pas de s'enrichir aux dépens des malheureux. « Nos rares établissements de bienfaisance, disait García Moreno aux députés, présentent un tableau répugnant, indigne d'un peuple chrétien et civilisé, non seulement par suite de l'insuffisance totale des revenus, mais surtout par l'absence totale de charité dans ceux qui les desservent. » Certes, il en parlait avec connaissance de cause, car dès les premiers jours de sa présidence il se constitua lui-même directeur du grand hôpital, qu'il visitait tous les jours, afin de forcer les employés à faire exactement leur devoir. Il parcourait les salles, contrôlait les ordonnances du médecin, enseignait aux infirmiers la manière de préparer les médicaments ou de panser les malades, et punissait avec une extrême sévérité les moindres négligences.

Quand il arrivait dans une ville, sa première visite était pour l'hôpital. À Guayaquil, il trouva beaucoup de malades étendus par terre sur une simple natte. Vivement impressionné à ce spectacle, il dit au gouverneur qui l'accompagnait: « Ces pauvres malheureux sont bien mal couchés; pourquoi ne fournissez-vous pas tout ce qui est nécessaire pour les soigner convenablement? — Excellence, répondit le gouverneur, nous sommes à bout de ressources. — Cela ne vous empêche pas, vous qui êtes bien portant, de coucher sur un bon matelas, pendant que ces membres souffrants de Jésus-Christ n'ont que la terre pour se reposer. — Dans quelques semaines je pourvoirai à tous leurs besoins. — Non pas dans quelques semaines, reprit García Moreno, ils n'ont pas le temps d'attendre. Vous coucherez ici ce soir à côté d'eux sur une natte, et il en sera ainsi les nuits suivantes jusqu'à ce que tous les malades aient chacun un lit et un matelas. » Avant le soir, lits et matelas affluaient à l'hôpital, et le gouverneur put se coucher tranquillement chez lui sur son lit douillet.

Les lépreux s'étant plaints du régime alimentaire, don Gabriel vint un jour inopinément s'asseoir à leur table, partagea leur humble repas et donna l'ordre d'améliorer leur ordinaire. Quelque temps après, dans une seconde visite, il constata que la nourriture ne laissait plus rien à

Dès lors, tout changea de face. La prison devint tour à tour une école et un atelier. À certaines heures déterminées, l'aumônier, don Abel de Corral, jeune prêtre empli de dévouement, enseignait à ses étranges auditeurs la doctrine chrétienne, les articles du décalogue, avec lesquels ils paraissaient assez peu familiarisés, les devoirs de l'honnête homme, les exercices du chrétien tels que la prière de chaque jour et la fréquentation des sacrements. Il y ajoutait par surcroît des leçons de lecture, d'écriture et de calcul, ainsi que d'autres notions et connaissances utiles. Après cela, venait le travail manuel; chacun s'appliquait au métier le plus conforme à ses aptitudes. Le directeur, don Francisco Arellano, secondait l'aumônier avec zèle et intelligence, châtiant les paresseux ou les récalcitrants, afin de forcer au devoir par le sentiment de la peine. Du reste, cette sévérité nécessaire ne l'empêchait pas de se montrer en toute occasion le père et l'ami de ceux qu'il appelait ses chers prisonniers. Il les exhortait doucement à s'amender de leurs défauts, écoutait leurs plaintes, adoucissait selon son pouvoir les conditions pénibles de leur vie matérielle, aidait l'aumônier au moment des leçons, s'assujettissant ainsi à passer des journées entières dans ce milieu triste et sombre de la prison.

Pour stimuler la bonne volonté des détenus, García Moreno leur fit entrevoir la liberté comme récompense de leurs progrès dans l'honnêteté, dans l'amour du travail et dans la piété. Il promit non seulement d'abrégier leur temps de détention, mais même de remettre la peine entière à ceux qui mériteraient cette faveur; et vraiment l'engagement n'était point téméraire, car à mesure que Dieu reprenait son empire sur des cœurs qui ne le connaissaient plus, la prison se transformait en un vaste couvent où régnait, avec l'amour de l'étude et du travail, la plus stricte régularité.

À la fin de l'année, le président, entouré de ses ministres, d'une escorte militaire et des notables de la capitale, se rendit en grande pompe à la prison pour procéder à l'examen scolaire des détenus. L'examen roula sur la doctrine chrétienne, l'histoire sacrée, la lecture, la calligraphie, l'orthographe et l'arithmétique. Le président interrogea lui-même ces écoliers d'un nouveau genre, dont la plupart avaient atteint l'âge mûr. Tous, dans leurs classes respectives, étonnèrent l'assistance par leurs réponses et plus encore par leur excellente tenue. Après les avoir vivement félicités de leurs progrès et de leur conduite, García Moreno distribua des récompenses aux plus méritants, réduisit la peine de quelques-uns et rendit la liberté, séance tenante, à celui qui avait emporté sur tous par un plus grand respect du devoir. Les prisonniers applaudirent en pleurant de joie. Ils ne comprenaient pas comment un chef d'État pouvait ainsi s'abaisser jusqu'à leur misère; plus que jamais ils firent l'impossible pour mériter ses bonnes grâces.

Il s'agissait maintenant de poursuivre les bandits et les voleurs qui infestaient le pays, afin de les soumettre à la même épreuve. La tâche était difficile dans ces montagnes qui offrent aux malhonnêtes gens des repaires nombreux et introuvables. Aux environs de Quito, des bandes organisées pourvues de bons chefs et d'excellents points de ralliement, probablement aussi d'intelligence avec la police, défiaient les plus fins limiers du gouvernement. Le président choisit parmi ces derniers un homme sur lequel il pouvait compter, lui promit une forte récompense s'il parvenait à lui amener le chef de brigands le plus redouté du pays, et l'autorisa même à prendre dans la police ou dans l'armée les hommes dont il croirait avoir besoin pour opérer cette capture. Quelques jours après, le bandit était arrêté. Conduit au président, il s'attendait à une sentence de mort immédiate: quel ne fut pas son étonnement de voir au contraire García Moreno l'accueillir avec bienveillance, faire appel à ses sentiments d'honneur et de religion, et finalement lui promettre sa protection s'il consentait à changer de vie! Il ne lui imposait pour toute peine que de passer tous les jours une heure avec un saint religieux qu'il lui désigna et de lui faire visite à lui-même matin et soir. Ému jusqu'aux larmes, le brigand se convertit et se réforma complètement. Sûr alors de ses dispositions, le président mit la police sous ses ordres et le chargea de lui amener ses anciens compagnons, « pour que je les transforme, lui dit-il, en honnêtes gens comme vous ». Peu de jours après, les bandits, traqués jusque dans leurs retraites les plus cachées, tombaient entre

ces paroisses abandonnées, García Moreno augmenta le nombre des pasteurs, les pourvut d'un traitement convenable et les astreignit à la résidence. Les gouverneurs avaient ordre de veiller que le service paroissial se fit régulièrement et de rendre compte à qui de droit des moindres infractions.

Sur le littoral, les deux provinces d'Esmeraldas et de Manabí languissaient aussi par suite de l'éloignement de Quito et de Guayaquil, chefs-lieux de leurs diocèses respectifs. Vingt ou trente paroisses assez peuplées se trouvaient pour ainsi dire privées de vie et de mouvement. Le président supplia le souverain Pontife d'en faire le centre d'un nouveau diocèse, vrai diocèse de missions, dont le chef-lieu serait Portoviejo. Un évêque vint se fixer au milieu de ces brebis sans pasteur, des prêtres zélés parcoururent les paroisses en prêchant la parole de Dieu, et la vie chrétienne circula de nouveau dans ces régions si longtemps désolées.

Enfin, dans les villes et dans les campagnes on rencontrait beaucoup de chrétiens qui n'accomplissaient plus leurs devoirs religieux. L'ignorance, les passions vicieuses, le respect humain, l'impiété révolutionnaire, quelquefois toutes ces causes réunies les arrêtaient sur le seuil de l'église. Le petit nombre de pasteurs, trois cents à peine, dispersés et comme perdus dans ces immenses paroisses, explique aussi l'indifférence des ouailles, surtout dans les communes rurales, où le prêtre était à peine connu. García Moreno comprit que l'œuvre des missions devait nécessairement s'adjoindre au ministère paroissial pour ramener à la pratique de la religion ceux qui l'avaient abandonnée depuis longtemps. Il fit appel aux religieux du Très-Saint-Rédempteur, ces enfants de saint Alphonse de Liguori, dont la vocation spéciale est de porter à tous, surtout aux plus délaissés, le bienfait de la Rédemption. Deux colonies de rédemptoristes français s'établirent l'une à Cuenca, l'autre à Riobamba, pour rayonner de ces deux centres sur les flancs comme dans les vallées de l'Azuay et du Chimborazo. Grâce à la générosité du président, qui se chargea des frais de voyage et souvent d'entretien, et sous les auspices des évêques dont le zèle seconda leurs efforts, les missionnaires réussirent en peu de temps à créer dans les villes des foyers de véritable piété et à réveiller les campagnes de leur torpeur. Ils s'en allaient deux à deux, à cheval, au-devant d'une peuplade lointaine perdue dans les bois ou perchée sur les flancs d'un volcan. Souvent ces pauvres gens, à l'annonce d'une mission, abandonnaient leur cabane et leur travail, et faisaient un voyage de cinq à dix lieues pour assister aux saints exercices. Là où il n'y avait pas d'église, on construisait à la hâte une tente de feuillage. Durant quinze jours, le peuple se pressait dans ce sanctuaire improvisé pour entendre les instructions, réciter le rosaire et chanter de pieux cantiques. Tous, après avoir pleuré leurs péchés et reçu leur Dieu, se consacraient à Notre-Dame, en réclamant son perpétuel secours pour eux et leurs familles. Alors venait la séparation, accompagnée souvent de scènes déchirantes. Ces braves gens ne pouvaient se faire à l'idée de ne plus entendre les envoyés du ciel qui les avaient tirés de l'abîme pour les remettre sur la voie du salut. On les vit quelquefois, au moment du départ, se jeter à genoux, barrer le passage aux chevaux et conjurer en sanglotant ces pères de leurs âmes, comme ils les appelaient, de rester avec eux.

Dans les villes, les missions n'excitaient pas moins d'enthousiasme. En 1873, les rédemptoristes prêchèrent les saints exercices dans la capitale à un immense auditoire fourni par toutes les classes de la population. Le président, à la tête de son peuple, assistait à toutes les prédications. Après avoir ramené à Dieu plusieurs milliers d'âmes, la mission se termina par la *plantation* de la croix, cérémonie qui donna occasion à une scène digne des temps antiques. La vaste église métropolitaine ne pouvait contenir les flots du peuple qui s'y pressait. À la place d'honneur figurait le président, entouré des autorités civiles et militaires. Avant le départ de la procession, un des pères missionnaires parut en chaire. Il parla du signe auguste de la Rédemption et des respects qui lui sont dus; il dit que la procession de la croix à travers les rues de la capitale devait être le triomphe du Dieu Sauveur; il rappela que l'empereur Héraclius n'avait pas dédaigné de porter sur

ses épaules le bois sacré du Calvaire: « Et j'espère, ajouta-t-il en s'adressant aux hommes, que tous, foulant aux pieds le respect humain, vous enverrez le même honneur. » À peine avait-il dit ces mots que le président, revêtu de tous ses insignes, quitta sa place, s'approche de la croix, et conjointement avec ses ministres se chargea du précieux fardeau. Il traverse ainsi la capitale portant sur ses épaules, aux yeux de tout le peuple, l'étendard du Dieu qu'il voulait faire régner dans les lois et dans les cœurs. Quelle leçon pour ces républicains d'Europe qui se font une gloire d'abattre la croix dans nos écoles, sur nos places publiques, et jusque dans nos cimetières!

Ce zèle du président pour la régénération religieuse du pays fut couronné du plus magnifique succès. Qu'on en juge par le témoignage du Père Lorenzo, supérieur d'une nouvelle société de missionnaires capucins, établie à Ibarra, la malheureuse cité victime du tremblement de terre de 1868: « La religion, écrit-il en juin 1873, est ici partout en honneur. De tous côtés s'élèvent de nouveaux temples. La population, accourue au-devant de nous à plusieurs lieues de la cité, nous a reçus avec enthousiasme. Plus de cinquante arcs de triomphe se dressaient sur notre route, et la musique nous accompagnait de ses joyeux concerts. Ibarra est en pleine reconstruction. Le gouvernement bâtit un vaste hôpital, l'évêque relève sa cathédrale, les dominicains leur couvent, le président nous donne mille piastres pour réparer celui de Saint-François. Ici tout respire la piété; on n'entend ni blasphèmes, ni malédictions; on y sanctifie les dimanches et fêtes; l'armée elle-même observe la loi de Dieu et fait chaque année les exercices spirituels. »

García Moreno jouissait du prodigieux changement dont il était le promoteur et le témoin. Après la mission de Quito, il écrivait à un ami: « Dieu nous bénit, car le pays progresse véritablement. Partout se manifeste la réforme des mœurs grâce aux jésuites, aux dominicains, aux rédemptoristes, aux observantins, et autres religieux qui aident nos bons prêtres, eux-mêmes pleins de zèle. Incalculable est le nombre de ceux qui, durant le carême, se sont régénérés par la pénitence. Dans notre jeunesse, on comptait ceux qui remplissaient leurs devoirs religieux; aujourd'hui l'on compte ceux qui les négligent. D'autre part, le progrès matériel est non moins admirable. On dirait vraiment que Dieu nous soulève de sa main, comme fait un tendre père pour son enfant quand il l'aide à essayer ses premiers pas. »

régulière, au travail, aux pieuses exhortations des religieuses, elles se convertirent sincèrement; quelques-unes rentrèrent dans leurs familles pour y vivre avec honneur, la plupart restèrent bénévolement dans leur sainte retraite et s'y donnèrent complètement à Dieu.

Quant aux concubinaires, avant de les livrer aux juges, le président les faisait comparaître en sa présence et les mettait en devoir de choisir entre le mariage et la séparation. « Vous êtes libres de vous perdre, disait-il, mais non de scandaliser le public. » Cédant à ses objurgations, les coupables contractaient une union légitime ou se séparaient, avec promesse sous caution de ne plus cohabiter; mais García Moreno comptait si peu sur les promesses des personnes vicieuses que souvent il les forçait à rompre leurs liens ou à se marier séance tenante. Ayant un jour, dans un de ses voyages, mandé à sa barre un de ces couples criminels insensibles aux avertissements comme aux menaces, il reprocha vivement, surtout à la femme plus âgée que son complice, l'ignominie de sa vie déréglée. La malheureuse se mit à fondre en larmes, pendant que le jeune homme promettait de légitimer au plus tôt sa situation. Inquiet à bon droit sur l'avenir, García Moreno obtint de l'évêque les dispenses nécessaires et fit célébrer le mariage avant son départ. La femme, plus enchantée peut-être que le mari, vantait à tout venant la sagesse du président et sa manière expéditive de traiter les affaires.

L'ivrognerie le préoccupa plus encore que le libertinage, en raison de la dégradation et de l'abrutissement que ce vice engendre et développe, surtout au sein des populations ouvrières. Les droits de citoyen des personnes habituellement ivres étaient suspendus par la Constitution (article 13); mais, les voyant disposés à supporter cette privation avec patience, le président édicta contre eux toute une série de peines. Les individus surpris en état d'ivresse dans les cafés, tavernes, et autres lieux publics, subissaient une amende et un emprisonnement de plusieurs jours; en cas de récidive, la peine était doublée; on déportait dans une autre province l'ivrogne incorrigible. Les cabaretiers, complices de ces dégradés, payaient leur complaisance d'une assez forte amende; la récidive entraînait la fermeture du cabaret. Néanmoins, malgré cette législation sévère, appliquée partout avec constance et vigueur, García Moreno dut avouer, en 1875, l'insignifiance des résultats obtenus sur les ivrognes de profession. « Le vice de l'ivrognerie, dit-il au Congrès, a plutôt besoin d'un traitement curatif que de répression. Il est temps d'adopter le parti que conseillent la prudence et l'humanité, c'est-à-dire de créer une espèce d'hospice pour cette classe de fous volontaires, comme il en existe pour les idiots et les lépreux. Dans cet asile, les ivrognes incorrigibles, soumis à un régime hygiénique et au salutaire exercice du travail agricole, deviendront susceptibles de réforme et finiront par se tourner vers Dieu. »

Les prisons réclamaient à leur tour une réforme, d'autant plus urgente qu'un régime intolérable et des abus révoltants torturaient un plus grand nombre de victimes. Par suite des guerres, des insurrections fréquentes, de la démoralisation qui en est la suite, ces bouges infects regorgeaient d'assassins, de voleurs, de débauchés et de criminels de toute espèce. Le corps y dépérissait faute d'air et de nourriture, pendant que l'âme y croupissait dans la crapule et l'oisiveté. Pas d'autre exercice religieux que la messe du dimanche; pas d'instruction, pas de consolation pour ces proscrits de l'humanité; nul effort pour les convertir ni pour les réhabiliter. Trop souvent on leur donnait pour aumônier un prêtre discrédité ou impropre aux autres fonctions du ministère ecclésiastique. Le prisonnier n'avait d'autre préoccupation que de s'enfuir de ce tombeau où il était enterré vivant.

La réforme de García Moreno fut, comme toutes les autres, fondée sur la religion. Il chercha deux hommes unis de cœur, capables d'appliquer ses idées: un aumônier, pour pénétrer jusqu'à l'âme des malheureux détenus; un directeur intelligent et ferme, pour faire exécuter les règlements et prêter main-forte à l'aumônier. Un ordre du jour, établi d'après le but qu'il poursuivait, fut imposé aux prisonniers, et chacun dut s'y astreindre sous les peines les plus rigoureuses.

Une femme célèbre par ses dérèglements ayant commis un meurtre, les jurés, personnages d'ailleurs très honorables, pour sauver cette misérable créature, épilougèrent selon leur coutume sur la nature du crime et la condamnèrent simplement à quelques mois d'exil. Révolté d'un pareil scandale mais impuissant à le réparer par les voies judiciaires, García Moreno résolut du moins de flétrir la lâcheté de ces malheureux jurés. Les ayant fait comparaître en sa présence, il leur tint ce langage : « Vous avez condamné à quelques mois d'exil une criminelle notoirement coupable d'assassinat. Il faut maintenant exécuter la sentence. Comme mes soldats sont occupés, la loi m'autorise à requérir les simples citoyens pour le transport des condamnés. C'est vous que j'ai choisis pour conduire cette femme à la Nouvelle-Grenade. » Sans se permettre aucune remontrance, les jurés honteux s'en allèrent préparer leurs chevaux pour le voyage ; mais le président avait aussi pensé aux montures. On amena devant eux des mulets boiteux, mal équipés, ridicules : « Vous allez faire un service public, leur dit-il, et partant voyager aux frais du gouvernement. Ne vous plaignez pas de ces mulets : ils sont moins boiteux que vos arrêts. » Et force leur fut de traverser les rues de la ville, la criminelle au milieu d'eux, sous une grêle de sifflets et de quolibets.

Non seulement il exigeait des magistrats l'intégrité professionnelle, mais, surveillant leur conduite morale, il ne tolérait aucun désordre capable de diminuer leur prestige ou d'entacher leur honorabilité. Comme le prêtre, disait-il, le magistrat doit être irréprochable. On lui apprit un jour qu'un juge de ses amis, distingué par ses talents non moins que par ses services, entretenait des relations suspectes avec une personne de son voisinage. Veuf depuis quelques années, cet ami s'exposait tout naturellement aux commérages du public. Désireux de l'éclairer sans l'offenser, García Moreno lui demanda familièrement un conseil pour calmer, disait-il, les inquiétudes de sa conscience. Il avait parmi ses employés un homme qu'il aimait beaucoup, dont il n'avait jamais eu à se plaindre, mais qui malheureusement se déshonorait depuis quelque temps par une vie scandaleuse. Son cœur lui disait de faire l'aveugle mais sa conscience lui reprochait de se rendre, par cette faiblesse, complice du scandale. Était-il obligé d'avertir cet ami, et de le révoquer s'il restait sourd à la monition ? Le magistrat empli de droiture, répondit qu'un chef d'État doit en conscience veiller sur ses subordonnés et réprimer tout désordre public. « Permettez-moi donc, lui dit le président, d'accomplir ce que vous estimez un devoir : ce scandaleux, c'est vous-même. On critique à bon droit vos relations avec telle personne, et vous en feriez autant si vous n'étiez intéressé dans l'affaire. » Le magistrat le remercia de sa charité non moins que de sa discrétion, et dès ce jour rentra dans l'ordre.

Dans la pensée du président, la réforme des lois et de la magistrature devait aboutir à la réforme des mœurs. Grâce aux nouvelles dispositions du code, le gouvernement pouvait extirper des villes les vices dégradants qui en sont la honte, tels que la prostitution, le concubinage, l'ivrognerie. Sans doute, en Équateur, on répugne encore trop aux pratiques de la civilisation européenne pour tolérer des maisons officielles de débauche ; on y estime assez la dignité du baptême pour ne descendre jamais à cet état d'infamie notoire et permanente ; mais, comme partout, il se rencontrait dans son sein des personnes éhontées qui, spéculant sur la lubricité, trouvaient plus commode de se vendre que de travailler. Il était facile de les jeter en prison, mais l'expérience prouve que la prison devient trop souvent pour ces malheureuses une école de corruption plus raffinée. La religion seule, par les grâces qu'elle confère, a le don de guérir ces natures doublement viciées. La preuve de l'action toute-puissante de la grâce divine, même sur les plus incorrigibles, García Moreno la voyait dans le fait que nombre des tristes victimes de notre civilisation, après avoir habité dix ou vingt ans les bouges déshonorés où nos philanthropes les entretiennent, finissent entre les mains des admirables filles du Bon-Pasteur par se transformer en madeleines pénitentes, et bientôt en modèles d'innocence et de pureté. Pour cette raison, il établit dans la capitale un refuge dirigé par les sœurs du Bon-Pasteur. Dans cet asile, grâce à la vie

de chaque semaine, une retraite spéciale était prêchée chaque année à ces soldats chrétiens, qui se faisaient un plaisir et un devoir d'en profiter. La première de ces retraites produisit sur ces jeunes gens, peu habitués à réfléchir, des effets si extraordinaires, que la plupart se convertirent sérieusement et contractèrent depuis, à la grande édification du public, des habitudes de piété et de parfaite régularité. Dans leurs temps libres, au lieu de se livrer à l'oisiveté et au libertinage, ils fréquentaient les écoles que leurs zélés aumôniers ou de dévoués adjoints ouvrirent en leur faveur. Ils apprenaient à lire, à écrire, à calculer, ou se perfectionnaient dans l'étude de la doctrine chrétienne et des sciences profanes. Ainsi assainie, la caserne devint un foyer de régénération, au lieu d'être, comme presque partout, une sentine de corruption.

Un voleur renommé dans tout le pays expiait en prison ses trop longs brigandages. García Moreno lui fit dire que s'il se convertissait et contractait des habitudes de travail et d'honnêteté, il réduirait sa peine. Docile aux exhortations du président, le condamné mena pendant longtemps une vie irréprochable et mérita d'être gracié. Mais, à sa sortie de prison, on le conduisit à García Moreno qui lui dit : « Si je te donne la liberté, tu vas reprendre ton ancien métier, tu tomberas de nouveau dans les mains de la justice, et nous serons obligés de te fusiller. Comme je veux t'épargner cette disgrâce et faire de toi un honnête homme, je t'enrôle dans la milice. Sois bon soldat et tu monteras en grade. » Le prisonnier servit très loyalement dans l'armée, et comme il n'était pas sans capacités, il y obtint même le grade de lieutenant.

Dans cette armée de soldats chrétiens, la moralité s'élevait à la plus exquise délicatesse. Dans une ronde nocturne, un lieutenant d'infanterie trouva au milieu de la rue une énorme liasse de billets de banque, qu'il s'empressa de remettre le lendemain matin entre les mains du président. Celui-ci fit rechercher le propriétaire des billets, un commerçant étranger, qui, dans l'élan de sa joie et de sa reconnaissance, offrit au loyal militaire cent piastres de gratification. À sa grande surprise, l'officier refusa ce don, malgré ses instances réitérées et même en dépit des pressantes sollicitations de García Moreno. « Vous n'avez aucune raison, lui dit-il, pour refuser un présent qu'on vous offre très volontairement et pour reconnaître un acte de loyauté et d'honneur. — *Señor presidente*, répondit l'officier, c'est précisément mon honneur qui me défend d'accepter : je n'ai fait que mon devoir, je ne mérite aucune récompense. — Très bien, reprit le président ému jusqu'aux larmes en voyant un si noble cœur, mais moi aussi j'ai le droit de donner quelque chose que vous ne pouvez refuser. » Et ce jour-là même il fit délivrer au lieutenant le brevet de capitaine.

Ainsi élevés et disciplinés, officiers et soldats s'attachèrent au président comme à leur père. Ils craignaient sa sévérité, car les moindres infractions à la discipline étaient châtiées sans miséricorde, mais ils l'aimaient à cause de son dévouement à leurs intérêts. Il leur prodiguait ses soins comme s'ils eussent été ses enfants, s'inquiétait de leurs nécessités, pourvoyait par des pensions aux besoins des blessés ou des infirmes, surtout ne souffrait pas que le paiement de la solde subit un instant de retard. Ayant un jour aperçu sous les fenêtres de son bureau un vieil invalide qui se promenait depuis plusieurs heures, il lui demanda ce qu'il attendait : « J'attends Votre Excellence, répondit le soldat, pour la prier de me faire payer ma solde. Voilà un mois que je n'ai rien reçu, et je meurs de faim. » Le président interroge le trésorier, qui affirme être en règle. S'adressant alors au vieux troupière : « Vous m'avez trompé, lui crie-t-il avec colère. Vous mériteriez que je vous fisse fouetter. » L'invalide riposte tranquillement : « si le trésorier dit vrai, ses livres en feront foi. » Frappé du bon sens de cette remarque, le président se fait immédiatement apporter les livres de comptes et constate que le trésorier négligent, et non le soldat, s'était tiré d'affaire par un mensonge. Montrant alors au coupable la page des recettes : « Écrivez, lui dit-il : reçu du trésorier de la nation cinquante piastres, comme amende infligée par le président de la République en punition d'un vil mensonge. » Le trésorier paya l'amende, heureux encore de s'en tirer à si bon marché, et le vieil invalide se félicita d'avoir un chef assez compatissant pour s'intéresser à la détresse d'un pauvre soldat, assez équitable pour lui rendre

Après avoir assuré l'instruction de son peuple, García Moreno entreprit la tâche plus difficile encore de le moraliser. Sous ce rapport, toutes les classes de la société, plus ou moins victimes d'une révolution profondément démoralisatrice, avaient besoin de son intervention.

Nous avons dit comment le concordat avait inauguré la réforme du clergé. Sous l'impulsion du président, plusieurs conciles provinciaux firent reflourir la discipline ecclésiastique. De sages règlements appliquèrent les clercs à l'étude des sciences sacrées ainsi qu'à la prédication des vérités saintes, non seulement dans les paroisses plus importantes, mais jusque dans les agglomérations les plus pauvres et les plus abandonnées. Une fois les tribunaux ecclésiastiques remis en vigueur selon les dispositions concordataires, le troisième concile de Quito, en 1873, s'occupa d'établir le code de procédure, et d'assurer la moralité par le châtement sévère des délinquants. Nul n'eût osé regimber contre l'autorité légitime des officialités, car à côté de l'évêque désarmé se trouvait l'évêque du dehors décidé à lui prêter main-forte. La réforme fit ainsi de rapides progrès, non sans exciter des oppositions et de violentes récriminations.

Du prêtre qui répand la bonne semence comme du soldat qui garde le champ de la patrie, les services sont nécessaires. L'un est le droit, l'autre la force avec laquelle un chef d'État fait triompher le droit. La milice de l'Équateur, trop souvent commandée par des hommes voués à la Révolution, se distinguait par son libertinage, son mépris absolu des institutions, ses violences effrénées. Lors de son court passage au pouvoir, García Moreno avait essayé de l'astreindre aux lois de la moralité et de lui faire contracter des habitudes de discipline ; mais quand le mal atteint certaines limites, il est plus facile de transformer que de réformer. Le président entreprit une réorganisation radicale de l'armée.

Cette armée, d'un effectif très restreint, le président la voulait forte, disciplinée, morale, instruite, pleine d'abnégation et de patriotisme. Pour la former aux vertus militaires ainsi qu'au maniement des armes, son premier soin fut de la pourvoir d'officiers capables et dévoués. En attendant la création d'une école militaire, il fonda l'école des cadets, pépinière de lieutenants et de sous-lieutenants, sorte de *Saint-Cyr* où les jeunes gens des meilleures familles s'initiaient aux mathématiques et à la tactique. Dirigés par d'excellents chefs, ils en sortaient solidement instruits et ornés de toutes les qualités qui font du soldat un vrai défenseur de la patrie, un héros même, quand sonne l'heure des grands dévouements. Grâce à ces excellents officiers, les troupes de l'Équateur, parfaitement armées et exercées, ne le cédaient en rien pour l'aspect guerrier, l'ordre et la précision des mouvements à nos meilleures troupes européennes.

Faut-il le dire ? Elles leur étaient sous d'autres rapports bien supérieures. Il semble admis aujourd'hui, dans notre France, qu'une caserne doit nécessairement se transformer en cloaque d'impiété et d'immoralité ; autrement, comment expliquer qu'à des jeunes gens de vingt ans, privés de famille, condamnés au célibat, on ôte le frein de la religion en les privant d'aumôniers et d'exercices religieux ? García Moreno ne se croyait pas le droit d'enlever au père et à la mère l'enfant élevé dans la piété et la vertu, pour en faire une espèce de monstre sans Dieu et sans pudeur. Il sollicita du Pape l'institution d'une aumônerie militaire en règle. Les prêtres attachés par l'archevêque aux différentes sections de l'armée avaient pour fonction, non seulement de célébrer le dimanche une messe à laquelle tous les soldats assistaient, mais aussi de leur donner l'instruction religieuse et de les préparer à la réception des sacrements. Outre les exercices pieux

justice.

Un autre trait, où la compassion s'unit également à la justice, fit comprendre à l'armée que jamais chez lui la sensibilité ne l'emporterait sur le devoir. Un de ses anciens serviteurs auquel il portait un grand intérêt ayant embrassé la carrière militaire s'emporta dans un mouvement de colère jusqu'à frapper le chef de sa compagnie. On tenta de soustraire le coupable au conseil de guerre, mais le président exigea que la justice suivit son cours. Naturellement le conseil de guerre prononça la peine de mort. Aussitôt recours en grâce, supplication des parents, des amis, du public, en faveur du malheureux soldat. Convaincu que c'en était fait de la discipline militaire s'il céda au mouvement de son cœur, le président resta inflexible, tout en laissant voir sa profonde émotion : « Je voudrais faire grâce, dit-il, mais ma conscience s'y oppose. » Le jour de l'exécution, pour ne pas entendre les coups de fusil, il se retira dans l'église d'un faubourg, où il resta en prières agenouillé sur le sol jusqu'après le moment fatal.

Après le soldat, García Moreno s'occupa d'épurer les lois. La législation était incomplète : il y introduisit des dispositions sévères contre les blasphémateurs, les concubinaires, les ivrognes, les débauchés, les perturbateurs du repos public. La législation était dominatrice et oppressive à l'égard de l'Église : il entreprit d'effacer jusqu'au dernier vestige du régéralisme espagnol, et demanda aux évêques de lui signaler les articles à réformer pour mettre le code en accord avec le droit canonique et les dispositions concordataires. « Puisque nous avons le bonheur d'être catholiques, disait-il aux membres du Congrès, soyons-le logiquement et franchement, dans la vie publique comme dans la vie privée. »

Vint ensuite l'épuration des juges, plus nécessaire encore que la réforme des lois. Trop souvent, au lieu de rendre des arrêts, les juges les vendaient au plus offrant. Avocats et magistrats s'entendaient pour tirer du client jusqu'à sa dernière piastre. Du reste, les uns et les autres auraient pu alléguer la nécessité de gagner leur pain. Les avocats pullulaient en Équateur, d'abord parce que le barreau menait aux emplois, ensuite parce que pour obtenir le diplôme il suffisait de se bourrer la tête d'un certain nombre de textes – et d'avoir des parents assez riches pour payer son grade. Alors on courait les emplois ou les aventures révolutionnaires. Réduit à plaider pour vivre, l'avocat embrouillait les causes les plus claires, et le procès se terminait par la ruine du client. Quant aux juges, ils étaient si peu rétribués qu'ils se voyaient réduits à faire un métier ou à vendre leurs sentences.

García Moreno exigea du candidat aux grades une étude sérieuse du droit ; la faveur et l'argent cessèrent d'exercer leur influence sur les examens, en sorte que la multitude des paresseux ou des vicieux dut avoir recours à une autre industrie pour vivre. Un jour, un aspirant au doctorat avait répondu aux examinateurs d'une manière très satisfaisante. « Vous connaissez votre droit, Monsieur, lui dit le président, mais savez-vous votre catéchisme ? Pour administrer la justice, un magistrat doit avant tout connaître la loi de Dieu. » Et il interrogea l'étudiant, qui resta muet. « Monsieur, lui dit gravement García Moreno, vous êtes reçu docteur, mais vous n'exercerez pas votre profession avant de savoir le catéchisme. Enfermez-vous, pour l'apprendre, chez les franciscains. » Le gouvernement intervint dans la nomination des juges, exclusivement réservée jusque-là au corps législatif. Il lui fut dès lors facile d'écarter les incapables ou les indignes, et de confier enfin cette sublime fonction d'administrer la justice, non pas à des trafiquants sans conscience, mais à de vrais magistrats. Du reste, afin de prévenir autant que possible toute tentation de prévarication, les juges inférieurs, déclarés justiciables de la cour suprême, répondirent devant elle de leurs arrêts et se virent, en cas d'injustice flagrante, suspendus de leurs fonctions ou même destitués. Les avocats convaincus d'avoir accepté une cause notoirement mauvaise encouraient aussi de graves pénalités.

Le président surveillait les moindres infractions et les punissait avec une inexorable sévérité.